



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 29 NOVEMBRE 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 29th, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion; sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiv-

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

ing notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notice, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notice have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

Angel Bra (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept octobre 1947, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Gabrielle Martin, secrétaire, célibataire, tous deux de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Ruth Miller, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents manufacturiers ou agents à commission pour toutes sortes de hardes et de vêtements, et agir comme bonnetiers, costumiers, marchands de soie, coton, drap et dentelle et confectionneurs généraux pour dames et enfants sous le nom de "Angel Bra (Canada) Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 40 actions

Letters Patent

Angel Bra (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-seventh day of October, 1947, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Gabrielle Martin, secretary, spinster, both of the city of Montreal, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Ruth Miller, secretary, spinster of the full-age of majority, of the city of Outremont, all of the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as manufacturers' agents or commission agents in all kinds of clothing and wearing apparel and to act as hosiers, costumers, silk, cotton, cloth and lace merchants and general outfitters for ladies and children, under the name of "Angel Bra (Canada) Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares, and

ordinaires et 360 actions privilégiées, toutes deux 360 preferred shares, both of a par value of \$100 each. catégories ayant une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Anglo-Canadian Fur Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1947, constituant en corporation: David Rabin, marchand, de la cité d'Outremont, Simon Steinberg et Moses Steinberg, marchands, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les object suivants:

Exercer le commerce comme exportateur, importateur, expéditeur et négociant de toutes sortes de fourrures et de peaux d'animaux; traiter et préparer pour le marché toutes et chacune desdites fourrures et peaux;

Manufacturer, exporter, importer, expédier, et faire le commerce de tous vêtements ou autres articles, susceptibles d'être fabriqués en tout ou en partie, avec de la fourrure ou des peaux d'animaux, sous le nom de "Anglo-Canadian Fur Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Autobus Beauce-Frontenac Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du cinq novembre 1947, constituant en corporation: Gérard Thibaudeau, Charles-Auguste Thibaudeau, marchands de bois, Syllas Berberi, commerçant, Louis-Philippe Gilbert, comptable, et Clovis Thibaudeau, avocat, tous de Saint-Georges-de-Beauce, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Acquérir comme un seul tout l'entreprise de transport actuellement exploitée par Roy & Bolduc de Lac Mégantic;

Opérer et exploiter un service de véhicules publics au moyen d'autobus, d'autos-neige, de taxis ou autres moyens de transport;

Faire le commerce en général des véhicules-moteurs de toutes sortes, ainsi que tous accessoires et instruments, sous le nom de "Autobus Beauce-Frontenac Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Blue Toppers Resort, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Anglo-Canadian Fur Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1947, incorporating: David Rabin, merchant, of the city of Outremont, Simon Steinberg and Moses Steinberg, merchants, both of the city of Montreal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as exporter, importer, shipper of and dealer in all kinds of fur and animal skins; to treat and prepare for the market any or all of such furs and skins;

To manufacture, export, import, ship and deal in any or all articles of clothing or otherwise which are capable of being made either in whole or in part from furs or animal skins, under the name of "Anglo-Canadian Fur Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Autobus Beauce-Frontenac Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276 R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of November, 1947, incorporating: Gérard Thibaudeau, Charles-Auguste Thibaudeau, wood merchants, Syllas Berberi, trader, Louis-Philippe Gilbert, accountant, and Clovis Thibaudeau, advocate, all of Saint-Georges-de-Beauce, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To acquire the entire transportation business actually carried on by Roy & Bolduc of Lake Mégantic;

To operate and conduct a public vehicle service by means of autobuses, snow mobiles, taxis or other means of transportation;

To deal generally in motor vehicles of all kinds, and also all accessories and implements, under the name of "Autobus Beauce-Frontenac Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Blue Toppers Resort, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1947, constituant en corporation: Gérard Lussier, fourreur, Esther Frances Carr, épouse séparée de biens de Gérard Lussier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jeanne Lussier, épouse commune en biens de Roland Gauthier et ce dernier pour autoriser son épouse tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tenanciers d'hôtel, restaurant, café, salle de rafraîchissement et logements, victuailleurs licenciés, marchands de tabac, pourvoyeurs, fournisseurs d'amusements publics, agents d'immeubles, courtiers, voituriers et entreposeurs, sous le nom de "Blue Toppers Resort, Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS

Bo-Mar Neckwear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1947, constituant en corporation: Harold S. Freeman, David Coveler et Lewis K. Freedman, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et vendre et exercer les métier et commerce de manufacturiers, commerçants, exportateurs, importateurs, marchands de gros, détaillants, agents et facteurs de hardes et vêtements de toutes sortes et descriptions pour hommes, femmes et enfants, et exploiter généralement les commerces de drapiers, fourreurs, tailleurs, lingiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, gantiers et chapeliers, sous le nom de "Bo-Mar Neckwear Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires, d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 200 actions privilégiées, d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Canadian Cobalt and Metals Co. Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre novembre 1947, constituant en corporation: Jules Royer, avocat, Léo Royer, manufacturier, et Léon-Albert Gaudry, financier, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, développer, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur mar-

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1947, incorporating: Gérard Lussier, furrier, Esther Frances Carr, wife separate as to property of Gérard Lussier, and duly authorized by him for these presents, and Jeanne Lussier, wife common as to property of Roland Gauthier, and the latter to authorize his wife, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, refreshment booth and lodging house keepers, licensed victuallers, tobacco merchants, purveyors, caterers for public amusements, real estate agents, brokers, carriers and warehousemen, under the name of "Blue Toppers Resort, Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Bo-Mar Neckwear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-eighth day of October, 1947, incorporating: Harold S. Freeman, David Coveler and Lewis K. Freedman, advocates, of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy and sell, and to carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, exporters, importers, wholesalers and retailers, agents and factors in men's, women's and children's clothing and wearing apparel of all kinds and description, and to carry on generally the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, gloves and hatters, under the name of "Bo-Mar Neckwear Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100, each, and 200 preferred shares of the par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Canadian Cobalt and Metals Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1947, incorporating: Jules Royer, lawyer, Léo Royer, manufacturer, and Léon-Albert Gaudry, financier, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or

chande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Canadian Cobalt and Metals Co., Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions, de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Cardy-Alpine, Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit novembre 1947, constituant en corporation: Cora Racicot, comptable, Gabrielle Larose, sténographe, filles majeures, et François Mercier, avocat, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, conduire et exploiter le commerce et les activités qui consistent à entretenir et opérer des hôtels, restaurants, cafés, tavernes, salles de rafraîchissement, maisons de logement, chalets, cottages, résidences et demeures, sous le nom de "Cardy-Alpine, Incorporated", avec un capital de \$750,000, divisé en 750 actions, d'une valeur nominale ou au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Duceppe & Frère Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quatre novembre 1947, constituant en corporation: René Charbonneau, Gaétan Charbonneau, comptables, Jeanne Séguin, épouse contractuellement séparée de biens de René Charbonneau, et Yvan Mercure, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie, le négoce et le commerce de marchands importateurs, exportateurs, commerçant en gros et en détail de charbon, coke, tourbe, huile, bois et combustibles de toutes sortes et descriptions, ainsi que de leurs produits et sous-produits et comme marchands et manufacturiers de matériaux de construction, sous le nom de "Duceppe & Frère Limitée", avec un capital de \$30,000, divisé en 3,000 actions communes ayant une valeur nominale ou au pair de \$5 chacune et 1,500 actions privilégiées ayant une valeur de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

otherwise dispose thereof, under the name of "Canadian Cobalt and Metals Co. Ltd. (No Personal Liability)", with a capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1. each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Québec, city, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Cardy-Alpine, Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1947, incorporating: Cora Racicot, accountant, Gabrielle Larose, stenographer, spinners of full age of majority, and François Mercier, lawyer, all in the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, conduct and engage in the business and activities of maintaining and operating hotels, restaurants, cafes, taverns, refreshment rooms, lodging houses, cabins, cottages, residences and dwellings, under the name of "Cardy-Alpine, Incorporated", with a capital stock of \$750,000, divided into 750 shares having a nominal or par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Duceppe & Frère Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of November, 1947, incorporating: René Charbonneau, Gaétan Charbonneau, accountants, Jeanne Séguin, wife separate as to property by marriage contract of René Charbonneau, and Yvan Mercure, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the industry, trade and business of merchants, importers, exporters of and wholesale and retail dealers in coal, coke, peat, oil, wood and fuel of all kinds and descriptions, and also their products and by products, and as dealers in and manufacturers of building requisites, under the name of "Duceppe & Frère Limitée", with a capital stock of \$30,000, divided into 3,000 common shares having a nominal or par value of \$5 each and 1,500 preferred shares having a value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Fédération Otéjiste du Diocèse de Joliette

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Lalonde, garagiste, Édouard Héту, avocat, et Fernand Jolicœur, chef de Secrétariat, tous de Joliette, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Réunir sur un plan éducatif catholique les différentes organisations de Terrains de jeux (O.T.J.) paroissiales, sous le nom de "Fédération Otéjiste du Diocèse de Joliette".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ferme Docteur Viau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1947, constituant en corporation: Germain Bock, avocat, Gilberte Chénier et Jeannette Chénier, sténos-dactylos, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir l'entreprise agricole que le docteur J.-A. Viau exploite actuellement à St-Rémi de Napierville, P.Q., actuellement connue sous le nom de "Ferme Docteur Viau";

Faire le commerce de grain, animaux, oeufs, volailles, fruits, pépinières, ainsi que de tous produits et sous-produits de la terre et de la ferme, en gros et en détail;

Acheter, vendre, faire le commerce comme agents ou manufacturiers de machines agricoles, moteurs, engins, voitures, outillages de ferme de toutes sortes, sous le nom de "Ferme Docteur Viau Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera divisé en 500 actions communes sans valeur au pair ou nominale, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à St-Rémi de Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Galvanor Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du trois novembre 1947, constituant en corporation: Najib Kirallah, Henri Martinette, et Émile d'Amours, tous marchands, de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Fédération Otéjiste du Diocèse de Joliette

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Lalonde, garage keeper, Edouard Héту, advocate, and Fernand Jolicœur, chief secretary, all of Joliette, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To unite on a Catholic educational plan the various parochial playgrounds organizations (O. T.J.), under the name of "Fédération Otéjiste du Diocèse de Joliette."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General this thirty-first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ferme Docteur Viau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276 R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of October, 1947, incorporating: Germain Bock, advocate, Gilberte Chénier and Jeannette Chénier, stenographers, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire the agricultural undertaking which Doctor J. A. Viau actually operates at St-Rémi de Napierville, P. Q., now known under the name of "Ferme Docteur Viau";

To deal in grain, animals, eggs, poultry, fruit, seedlings, and also all products and by-products of the soil and farm, both wholesale and retail;

To buy, sell and deal as agents or manufacturers in farm implements, motors, engines, wagons, farm equipment of all kinds, under the name of "Ferme Docteur Viau Limitée".

The amount of capital stock of the company will be divided into 500 common shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence operations is \$10,000.

The head office of the company will be at St-Rémi de Napierville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Galvanor Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 275, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of November, 1947, incorporating: Najib Kirallah, Henri Martinette, and Émile d'Amours, all merchants, of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

Organiser une ou des boutiques ou manufactures pour la métallisation de tous objets quelconques, en bois, métal ou autre composition;

Opérer ces boutiques ou manufactures, faire le commerce de gros ou détail de tous ces objets ainsi métallisés, sous le nom de "Galvanor Ltée";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en trois cents actions privilégiées de cent dollars chacune et en mille actions ordinaires sans valeur au pair.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de trente mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hotel George VI, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1947, constituant en corporation: Robert LeBlanc, hôtelier, Blanca Angeli LeBlanc, épouse séparée de biens de Robert LeBlanc, tous deux de la ville de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, Maxime Ouellet, hôtelier, et Lucien Ouellette, mécanicien, ces deux derniers de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toute ses spécialités le commerce qui consiste à bâtir, posséder, maintenir, ou exploiter les hôtels, cabines, restaurants, tavernes, grills, salles de rafraîchissements, cafés, sous le nom de "Hotel George VI, Limitée", avec un capital de \$85,000, divisé en 850 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Institut du Cancer de Montreal
Montreal Cancer Institute**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1947, constituant en corporation, sans capital-actions: le Dr Louis Charles Simard, médecin-chirurgien et chef du centre anti-cancéreux de l'hôpital Notre-Dame, Armand Chaput, industriel, et Paul-Émile Bonnier, comptable agréé, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir des laboratoires et autres services accessoires aux fins de poursuivre des enquêtes et recherches scientifiques pour découvrir les causes et les remèdes pour la maladie du cancer, sous le nom de "Institut du cancer de Montréal — Montreal Cancer Institute".

Le montant de la propriété que la corporation pourra acquérir sera de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

To organize one or more shops or factories for the metallization of any objects whatsoever, in wood, metal or other composition;

To operate the said shops or factories and deal wholesale and retail in all the said objects thus metallized, under the name of "Galvanor Ltée".

The capital stock of the company is divided into three hundred preferred shares of one hundred dollars each and into one thousand common shares having no par value.

The amount with which the company will commence operations is thirty thousand dollars.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hotel George VI, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1947, incorporating: Robert LeBlanc, hotel keeper, Blanca Angeli LeBlanc, wife separate as to property of Robert LeBlanc, both of the town of Rimouski, judicial district of Rimouski, Maxime Ouellet, hotel keeper, and Lucien Ouellette, mechanic, these two latter of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of building, owning, maintaining or operating hotels, cabins, restaurants, taverns, grills, refreshment rooms, cafés, under the name of Hotel George VI, Limitée, with a capital stock of \$85,000, divided into 850 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Institut du Cancer de Montreal
Montreal Cancer Institute**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Dr Louis Charles Simard, physician-surgeon and head of the anti-cancer centre of the Notre-Dame hospital, Armand Chaput, manufacturer, and Paul-Émile Bonnier, chartered accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To establish laboratories and other ancillary services for the purpose of carrying on scientific research and investigations to discover the cause and cure of cancer, under the name of "Institut du Cancer de Montréal — Montreal Cancer Institute".

The value of the property which the corporation may acquire will be \$25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. A. Viau Automobile Limitée
J. A. Viau Motors & Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1947, constituant en corporation: Germain Bock, avocat, Gilberte Chénier et Jeannette Chénier, sténos-dactylos, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir l'entreprise que le docteur J.-A. Viau exploite actuellement à St-Rémi-de-Napierville actuellement connu sous le nom de "Garage Viau"

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce en tout genre d'automobiles, accessoires, parties, toute espèce de machineries, appareils en rapport à la construction des automobiles ou autrement;

Généralement faire commerce de caoutchouc, plastique et autres articles et marchandises du genre, sous le nom de "J. A. Viau Automobile Limitée — J. A. Motors & Sales Limited."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera divisé en 500 actions communes sans valeur au pair ou nominale, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Rémi-de-Napierville, district d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. A. Viau Limitée
J. A. Viau Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1947, constituant en corporation: Germain Bock, avocat, Gilberte Chénier et Jeannette Chénier, sténos-dactylos, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir l'entreprise que le docteur J.-A., Viau exploite actuellement à St-Jean d'Iberville, P.Q., actuellement connu sous le nom de "Agence Molson Docteur J. A. Viau";

Faire le commerce d'agents-vendeurs de bière, et manufacturer, produire et vendre toutes espèces de breuvages non alcooliques, gazeux ou non, extraits, sirop de fruits, conserves, sauces, et tous autres produits chimiques, sirops et condiments, ainsi que montres, boîtes, bouteilles et autres contenants et accessoires, sous le nom de "J. A. Viau Limitée — J. A. Viau Limited";

Le montant du capital-actions de la compagnie sera divisé en 500 actions communes sans valeur au pair ou nominale, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean d'Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. A. Viau Automobile Limitée
J. A. Viau Motors & Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of October, 1947, incorporating: Germain Bock, advocate, Gilberte Chénier and Jeannette Chénier, stenographers, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire the undertaking which Doctor J.-A. Viau actually carries on at St-Rémi-de-Napierville, now known under the name of "Garage Viau";

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and deal generally in all kinds of automobiles, accessories, parts, all types of machinery, and apparatus connected with the construction of automobiles or otherwise;

To deal generally in rubber, plastic and other articles and merchandise of this kind, under the name of "J. A. Viau Automobile Limitée — J. A. Viau Motors & Sales Limited".

The amount of capital stock of the company will be divided into 500 common shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence operations will be \$10,000.

The head office of the company will be at Saint-Rémi-de-Napierville, district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
 Deputy Attorney General.

J. A. Viau Limitée
J. A. Viau Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of October, 1947, incorporating: Germain Bock, advocate, Gilberte Chénier and Jeannette Chénier, stenographers, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire the undertaking which Doctor J. A. Viau actually carries on at St-Jean d'Iberville, P. Q., now known under the name of "Agence Molson Docteur J. A. Viau";

To carry on the business of sales-agents of beer, and to manufacture, produce and sell all kinds of non-alcoholic beverages, whether aerated or otherwise, extracts, fruit syrups, preserves, sauces, and other chemical products, syrups and relishes, and also show cases, boxes, bottles and other containers and accessories, under the name of "J. A. Viau Limitée — J. A. Viau Limited".

The amount of the capital stock of the company will be divided into 500 common shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence operations will be \$10,000.

The head office of the company will be at Saint-Jean d'Iberville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
 Deputy Attorney General.

J. Edmond Boily Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1947, constituant en corporation: J. Edmond Boily, agent-vendeur, Adrien Têtu et Yvon Boily, commis, tous trois de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de garage;
Faire le commerce des pneus et accessoires d'automobiles; et généralement d'automobiles, et autres véhicules à combustion interne;
Faire le commerce de machines aratoires et des accessoires électriques de tous genres, sous le nom de "J. Edmond Boily Limitée", avec un capital de \$35,000, divisé en 350 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. Edmond Boily Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1947, incorporating: J. Edmond Boily, agent-salesman, Adrien Têtu and Yvon Boily, clerks, all three of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the garage business;
To deal in automobile tires and accessories; and generally in automobiles and other vehicles of internal combustion;
To deal in farm implements and electric accessories of all kinds, under the name of "J. Edmond Boily Limitée", with a capital stock of \$35,000, divided into 350 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Caisse Ecclesiastique de Joliette

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Les Révérends Joseph-Albert Lefebvre, prêtre, professeur au Séminaire de Joliette, Omer Valois, prêtre, journaliste, tous deux de Joliette, et Arthur Richard, prêtre, curé, de la paroisse de St-Ambroise-de-Kildare, tous du district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Secourir ses membres (ecclésiastiques) malades, ou retirés du ministère avec l'autorisation de l'Ordinaire, sous le nom de "La Caisse Ecclesiastique de Joliette".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Caisse Ecclesiastique de Joliette

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: the Reverend Joseph-Albert Lefebvre, priest, professor at the Joliette Seminary, Omer Valois, priest, journalist, both of Joliette, and Arthur Richard, priest and pastor of the parish of St-Ambroise-de-Kildare, all of the judicial district of Joliette, for the following purposes:

To help its members (ecclesiastics) sick or retired from the ministry with authorization from the Ordinary, under the name of "La Caisse Ecclesiastique de Joliette".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Villages Étudiants Nationaux

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Rocher, président général de la Jeunesse Étudiante Catholique, Berthe Deschênes, présidente générale de la Jeunesse Étudiante Catholique, et Suzanne Cloutier, responsable féminine des services de la Jeunesse Étudiante Catholique, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser et développer des centres de jeunesse et écoles de chefs pour les jeunes étudiants et les jeunes étudiantes canadiens, sous le nom de "Les Villages Étudiants Nationaux."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$200,000.

Les Villages Étudiants Nationaux

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Rocher, general president of "la Jeunesse Étudiante Catholique" Berthe Deschênes, general president of the feminine section of "La Jeunesse Étudiante Catholique", and Suzanne Cloutier, feminine promoter of the services of "La Jeunesse Étudiante Catholique", all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize and promote youth centres and schools for developing leaders among young Canadian students of both sexes, under the name of "Les Villages Étudiants Nationaux".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**L'œuvre des Terrains de Jeux Saint Jean Bosco
(O.T.J. de Joliette)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Lalondé, garagiste, Hector Hétu, épicer, et Maurice Desrosiers, employé civil, tous de Joliette, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Travailler à l'organisation et à l'assainissement des loisirs de l'enfance, de la jeunesse et des adultes de Joliette et de sa banlieue, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux Saint-Jean Bosco (O.T.J. de Joliette)".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille (\$50,000).

Le siège social de la corporation sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**L'œuvre des Terrains de Jeux Saint Jean Bosco
(O.T.J. de Joliette)**

Notice is hereby given that under part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Lalonde, garage keeper, Hector Hétu, grocer, and Maurice Desrosiers, civil servant, all of Joliette, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To work towards the organization and improvement of recreational conditions for the children, the youth and the adults of Joliette and its suburbs, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux Saint Jean-Bosco (O.T.J. de Joliette)".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000).

The head office of the corporation will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lord's Athletic & Sporting Goods Company Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq novembre 1947, constituant en corporation: Louis Abraham DeZwirek, avocat, de la cité de Montréal, Samuel Léon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, et Bertha Mendelson, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce, en gros et en détail, de négociants et manufacturiers d'articles de sport, jeux légaux, et jouets de toutes espèces et les accessoires d'iceux, sous le nom de "Lord's Athletic & Sporting Goods Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lord's Athletic & Sporting Goods Company Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1947, incorporating: Louis Abraham DeZwirek, advocate, of the City of Montreal, Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, and Bertha Mendelson, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as wholesale and retail dealers in, and manufacturers of, sporting goods, legal games and playthings of all kinds and accessories thereof, under the name of "Lord's Athletic & Sporting Goods Company Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney general, this fifth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Malibu Fabrics of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six novembre 1947, constituant en corporation: David Goodman, Philip Fischel Vineberg, avocats, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Malibu Fabrics of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1947, incorporating: David Goodman, Philip Fischel Vineberg, advocates, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, all of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de manufacturiers, distributeurs, convertisseurs, fileurs, tisserands, tricoteurs, teinturiers, finisseurs, entrepreneurs, apprêteurs, importateurs, exportateurs, négociants en gros et en détail et commerçants de fils textiles, tissus, étoffes, fournitures et produits de toutes sortes, soies, soies artificielles, rayons, satins, toiles, lainages, cotons, tricotés, hardes, vêtements pour hommes, femmes et enfants, fournitures de ménage de toutes espèces, sous le nom de "Malibu Fabrics of Canada Ltd.";

Le capital de la compagnie est divisé en 400 actions, sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$2,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mayfair Shoe Salon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six novembre 1947, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, et Ruth Miller, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme détaillants, négociants, commerçants, importateurs et manufacturiers de souliers, bas, gants, sacoches et d'articles de cuir de tous genres, sous le nom de "Mayfair Shoe Salon Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires et 300 actions privilégiées, toutes deux catégories d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Miracle Tread Shoe Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du trois novembre 1947, constituant en corporation: Harold Lande, David Gilbert, avocats, et Harry Golden, huissier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, convertir, vendre et distribuer des souliers d'hommes, de femmes et d'enfants, et des chaussures de toute description, sous le nom de "Miracle Tread Shoe-Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mount Royal Lingerie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To carry on the business of manufacturers, distributors, converters, spinners, weavers, knitters, dyers, finishers, contractors, processors, importers, exporters, wholesale and retail dealers, and jobbers of textile yarns, fabrics, materials, supplies and products of all kinds, silks, artificial silks, rayons, satins linens, woollens, cottons, knit goods, clothing, men's, women's and children's wearing apparel, household furnishings of all kinds, under the name of "Malibu Fabrics of Canada Ltd.";

The capital stock of the company is divided into 400 shares, having no nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$2,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mayfair Shoe Salon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the sixth day of November, 1947, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, of the city of Montreal, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, and Ruth Miller, secretary, spinster of the full age of majority, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of retailers, dealers, jobbers, importers, and manufacturers of shoes, hosiery, gloves, handbags and leather goods of all kinds, under the name of "Mayfair Shoe Salon Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares, and 300 preferred shares, both of a par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Miracle Tread Shoe Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the third day of November, 1947, incorporating: Harold Lande, David Gilbert, advocates, and Harry Golden, bailiff, all of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, convert, sell and distribute men's, women's and children's shoes, and footwear of any description, under the name of "Miracle Tread Shoe Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mount Royal Lingerie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq octobre 1947, constituant en corporation: Clovis Dagenais, avocat, Lucienne Gagnon, comptable, célibataire, Flore-Annette Poirier, sténographe, célibataire, tous trois de la cité de Montréal, Albert Noël, notaire, de la cité d'Outremont, et Jeanne Seney sténographe, célibataire de la cité de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, négociier, importer, exporter des articles de lingerie, et exercer, en gros et en détail, un commerce d'articles de lingerie, vêtements, textiles, sous le nom de "Mount Royal Lingerie Inc.", avec un capital composé de 200 actions ordinaires sans valeur au pair; \$20,000 à être divisés en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune devant être émises comme actions privilégiées.

Le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne devra pas être moindre de \$3,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Nosmas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1947, constituant en corporation: René Duranleau, avocat, Juliette Mailloux, secrétaire, célibataire-majeure, et Eva Dufresne Cummings, veuve non remariée d'Edward Cummings, secrétaire, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers à commission, agents de manufacturiers, exportateurs et importateurs, de tous produits alimentaires, de toilette et de parfumerie; d'ameublements, de librairie, de photographie et de cinématographie; de chirurgie, de quincaillerie, de bibeloterie, d'arts, de bijouterie et d'horlogerie, de poteries, vaisselle, verreries, coutelleries, d'articles de décoration; de matériaux de construction, de plomberie, d'ébénisterie, de reliure; de tous véhicules de transport de machines à comptabilité, de tabagie, de nécessaires de voyages, d'optique et d'optométrie, de radiophonie, éditions, imprimerie et instruments de musique;

Exercer généralement dans toutes leurs spécialités des affaires de constructeurs et entrepreneurs sous le nom de "Nosmas Inc." avec un capital de \$20,000, divisé en 120 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 80 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Nu-Way Lambskin Processors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1947, incorporating: Clovis Dagenais, advocate, Lucienne Gagnon, accountant, spinster, Flore-Annette Poirier, stenographer, spinster all three of the City of Montreal, Albert Noël, notary, of the City of Outremont, and Jeanne Seney, stenographer, spinster, of the City of Verdun, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export lingerie articles, and to carry on a wholesale and retail business of lingerie articles, garments, textile products, under the name of "Mount Royal Lingerie Inc.", with a capital stock consisting of 200 no par value common shares; \$20,000. to be divided into 200 shares of a par value of \$100. each and to be issued as preferred shares;

The amount of the capital stock with which the company shall commence its operations must not be inferior to \$3,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Nosmas Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of October, 1947, incorporating: René Duranleau, advocate, Juliette Mailloux, secretary, spinster, and Eva Dufresne Cummings, unmarried widow of Edward Cummings, secretary, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as commission brokers, manufacturers' agents, exporters and importers of all kinds of food products, toilet products and perfumery; stationery, photographic and moving-picture supplies; surgical instruments, hardware, small wares, objects of art, jewellery and clocks and watches, pottery, crockery, glassware, cutlery, ornaments; building requisites, plumbing supplies, materials for cabinet-making and book-binding; transport vehicles and adding machines, smokers' supplies and travelling accessories, optical and optometric accessories, radiophonic, printing and publishing requirements and musical instruments;

To carry on generally the business of builders and contractors in all lines of same, under the name of "Nosmas Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 120 common shares of a par value of \$100 each, and 80 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Nu-Way Lambskin Processors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1947, constituant en corporation: Frank M. Godine, Maurice-J. Boxer, avocats, et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Préparer, teindre et traiter des peaux de moutons et d'agneaux et des pelleteries de toutes sortes et descriptions;

Acheter, vendre, distribuer, faire le commerce de pelleteries vertes et préparées, sous le nom de "Nu-Way Lambskin Processors Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

P. Bonin & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1947, constituant en corporation: Bernard Bonin, Camille Bonin, Alphonse Bonin et Claire Bonin, tous quatre cultivateurs, domiciliés en la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, district judiciaire de Joliette, et Adrien Bonin, médecin, de la cité de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat ou autrement comme entreprises en cours et continuer tous commerces relatifs à l'exploitation de fermes agricoles, et spécialement ceux de la succession Paphnuce Bonin, situés en la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, dans le district de Joliette;

Le nom de la présente compagnie est: "P. Bonin & Fils Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Notre-Dame-de-Lourdes, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

P. E. Panneton Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1947, constituant en corporation: Paul-Émile Panneton, courtier en assurances, Dame Simone Biron, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul-Émile Panneton, et dument autorisée par son dit époux, et Alphonse Mineau, agent, tous trois de la cité des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Agir comme agents et courtiers d'assurances en général et de toutes sortes, sujet aux dispositions de la Loi des Assurances de Québec;

Exercer les affaires de courtiers en immeubles, sous le nom de "P. E. Panneton Inc.", avec un capital de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-eighth day of October, 1947, incorporating: Frank M. Godine, Maurice-J. Boxer, advocates, and Sylvia Teitlebaum, secretary, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To dress, dye, and process sheep and lamb skins, and fur pelts of every kind and description;

To buy, sell, distribute, deal in raw and dressed fur, under the name of "Nu-Way Lambskin Processors Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

P. Bonin & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1947, incorporating: Bernard Bonin, Camille Bonin, Alphonse Bonin and Claire Bonin, all four farmers, domiciled in the parish of Notre-Dame-de-Lourdes, judicial district of Joliette, and Adrien Bonin, physician, of the city of Verdun, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase or otherwise as a going concern and continue any business connected with the operating of farms, and, in particular those of the estate Paphnuce Bonin, situate in the parish of Notre-Dame-de-Lourdes, in the district of Joliette;

The name of the present company is: "P. Bonin & Fils Inc."

The amount of capital stock of the company will be \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Notre-Dame-de-Lourdes, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

P. E. Panneton Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of October, 1947, incorporating: Paul-Émile Panneton, insurance broker, Dame Simone Biron, wife separate as to property by marriage contract of said Paul-Émile Panneton, and duly authorized by her said husband, and Alphonse Mineau, agent, all three of the city of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To act generally as insurance agents and brokers for insurance of all kinds, subject to the provisions of the Quebec Insurance Act;

To carry on the business of real estate brokers, under the name of "P.-E. Panneton Inc.", with a capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.
Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Perfect Children's Wear Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du trois novembre 1947, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Hyman Carl Goldenberg, avocat, Ann Ferguson et Esther Monson, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, usiner, acheter, vendre ou autrement trafiquer et négocier des articles, effets et marchandises composés, en tout ou en partie, de textiles, sous le nom de "Perfect Children's Wear Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires, Classe A, d'une valeur au pair de \$100 chacune et 400 actions ordinaires Classe B, d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

T. E. LaRocque Diamond Drilling Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois novembre 1947, constituant en corporation: Théodore-Eugène LaRocque, Gustave LaRocque, opérateurs de forage au diamant, et Fernand LaRocque, comptable, tous de Val d'Or, district judiciaire de l'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de forage général au diamant;

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minéraux, sous le nom de "T. E. LaRocque Diamond Drilling Company Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10 rue Frontenac, Val d'Or, district judiciaire de l'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Steel Auto Body Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq octobre 1947, constituant en corporation: Bernard Briskin, Solly Briskin, marchands, et Louis Larocque, maître-mécanicien, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir l'entreprise commerciale actuellement exploitée comme commerce en opération par George Lewinski et Henry Chatkowski, en

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Perfect Children's Wear Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1947, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Hyman Carl Goldenberg, advocate, Ann Ferguson, and Esther Monson, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of the city of Montreal, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, process, buy, sell or otherwise deal in or with goods, wares and merchandise composed in part or in whole of textiles, under the name of "Perfect Children's Wear Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 class A Common shares of the par value of \$100, each, and 400 class B common shares of the par value of \$50, each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

T. E. LaRocque Diamond Drilling Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1947, incorporating: Théodore-Eugène LaRocque, Gustave LaRocque, diamond drillers, and Fernand LaRocque, accountant, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the business of General Diamond Drilling contractors,

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "T. E. LaRocque Diamond Drilling Company Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at 10 Frontenac Street, Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Steel Auto Body Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1947, incorporating: Bernard Briskin, Solly Briskin, merchants, and Louis Larocque, master mechanic, all of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire the business enterprise presently carried on as a going concern by George Lewinski and Henry Chatkowski, in partnership at 38C

société, à 380 rue Dorchester ouest, en la cité de Montréal;

Exercer dans toutes ses branches, un commerce général d'emmagasinage et d'entreposage;

Exercer le commerce d'un garage public pour automobiles, sous le nom de "The Steel Auto Body Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à 20.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Trans-Island Taxi Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1947, constituant en corporation Alfred Ledoux, de Verdun, Roger Lussier, Lionel Robidoux et Maurice Lussier, de Ville Lasalle, tous quatre opérateurs de taxis, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter toute entreprise de transport de personnes ou de choses;

Exercer le commerce d'automobiles et de tout véhicule-moteur, de pièces mécaniques et accessoires de toutes sortes, sous le nom de "Trans-Island Taxi Service Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Transit Sales & Agencies Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre novembre 1947, constituant en corporation: Paul-Émile Courtois, comptable agréé, George William Hill et Norman Cecil Denys, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Conduire, exercer et exploiter le commerce de produits agricoles, produits de la forêt, de carrières, de mines, de puits, de la mer, des lacs, des rivières et de l'air, animaux vivants et abattus, et les produits d'iceux; les lainages, soies, cotons, toiles, filés et étoffes et tissus de toutes sortes, la machinerie, les véhicules, les véhicules moteurs, la quincaillerie, la verrerie, la bijouterie, les articles et dispositifs électriques, les épiceries et les provisions, sous le nom de "Transit Sales & Agencies Corporation Limited".

Le montant du capital de la compagnie sera de cinq mille dollars, divisé en mille actions d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dorchester Street, West, in the City of Montreal;

To carry on a general storage and warehouse business in all its branches;

To carry on a public automobile garage business, under the name of "The Steel Auto Body Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares at \$10. each, and 200 preferred shares at \$100. each.

The number of its shareholders shall be limited to 20.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Trans-Island Taxi Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1947, incorporating: Alfred Ledoux, of Verdun, Roger Lussier, Lionel Robidoux and Maurice Lussier, of Ville Lasalle, all four taxi drivers, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate any type of transportation business for passengers and merchandise;

To deal in automobiles and any motor vehicle, spare parts and accessories of all kinds, under the name of "Trans-Island Taxi Service Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ville Lasalle, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Transit Sales & Agencies Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1947, incorporating: Paul-Émile Courtois, chartered accountant, George William Hill and Norman Cecil Denys, attorneys, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in business, products of agriculture, the forest, quarry, mine and well, the seas, lakes, rivers and air, live stock and dead stock and the products thereof, wools, silks, cotton, linen, yarns and materials and fabrics of all kinds machinery, vehicles and motor vehicles, hardware, glassware, jewellery, electrical goods and appliances, groceries and provisions, under the name of "Transit Sales & Agencies Corporation Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be five thousand dollars divided into one thousand shares of the par value of \$5. each.

The number of shareholders shall not exceed twenty.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Zanzibar Steak House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq novembre 1947, constituant en corporation: Armand-Alfred Raymond, restaurateur, Napoléon Girard, gérant, et Isabel Brodeur, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Subordonnement aux dispositions et restrictions de la Loi des liqueurs alcooliques, de la Loi de tempérance de Québec, et de tous autres décrets de la province de Québec, du dominion du Canada ou de toute municipalité dans laquelle la compagnie pourrait faire affaires, exercer le commerce de tenanciers d'hôtel, restaurant, café, salle de rafraîchissement et maison de logement, pourvoyeurs d'amusements publics en général, sous le nom de Zanzibar Steak House Inc." avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie, sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1947.

20695 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Zanzibar Steak House Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1947, incorporating: Armand-Alfred Raymond, restaurant, operator, Napoléon Girard, manager, and Isabel Brodeur, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Subject to the provisions and restrictions of the Alcoholic Liquor Act, The Quebec Temperance Act, and all other enactments of the Province of Quebec, the Dominion of Canada, or any municipality in which the Company may do business, to carry on the business of hotel, restaurant, cafe, refreshment room and lodging-house keepers, caterers for public amusements generally, under the name of "Zanzibar Steak House Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1947.

20695-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis divers**AVIS**

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la compagnie "The Shawinigan Water and Power Company" de la cité de Montréal, se propose de demander l'autorisation de construire un développement hydro-électrique sur le Haut St-Maurice, à environ 1,500 pieds en aval de l'embouchure de la rivière Trenché, dans les cantons de Tourouvre et Adams, comté de Laviolette.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction dudit développement et les terrains qui seront affectés a été transmise au Ministre des ressources hydrauliques et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de La Tuque, à La Tuque, comté de Laviolette, et au bureau de la division d'enregistrement de Québec, à Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Daté à Montréal, ce septième jour de novembre, mil neuf cent quarante-sept.

20548-45-4-0 THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY,
Le Secrétaire,
H. G. BUDDEN.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER COMPANY**Règlement Spécial N° 41**

Règlement pour diminuer le nombre des directeurs.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme règlement de la compagnie:

Que le nombre des directeurs soit et il est par les présentes diminué de vingt-quatre à dix-sept.

Miscellaneous Notices**NOTICE**

Public Notice is hereby given in accordance with Section 8 of the Water Course Act, that "The Shawinigan Water & Power Company", of the City of Montreal, intends to apply for authorization to have constructed a hydro-electric development on the Upper St. Maurice River approximately 1,500 feet below the mouth of the Trenché River in the Townships of Tourouvre and Adams, County of Laviolette.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by plans and specifications of such work showing the site chosen for the construction thereof and the lands affected thereby has been forward to the Minister of Hydraulic Resources and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of La Tuque, at La Tuque, and the Registry Office of the Registration Division of Québec at Québec City.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this Notice in the *Quebec Official Gazette*.

Dated at Montreal this seventh day of November, one thousand nine hundred and forty-seven,

20548-45-4-0 THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY,
H. G. BUDDEN,
Secretary.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER COMPANY**Special By-Law No. 41**

A By-law to decrease the number of Directors.

Be it and it is hereby enacted as a By-law of the Company:

That the number of Directors be and it is hereby decreased from twenty-four to seventeen.

Que le premier paragraphe du Règlement n° 5 de la compagnie, tel que modifié, soit et il est par les présentes amendé par la substitution du mot dix-sept au mot vingt-quatre, de manière que ledit premier paragraphe du Règlement n° 5, se lise comme suit:

That the first paragraph of By-law No. 5 of the Company, as amended, be and it is hereby amended by substitution of the word "seventeen" for the word "twenty-four", so that such first paragraph of By-law No. 5 shall read as follows:

Règlement N° 5

By-Law No. 5

DIRECTEURS

DIRECTORS

Les affaires de la compagnie seront gérées par un bureau de dix-sept directeurs qui seront élus à la première assemblée des actionnaires tenue après l'adoption de ces règlements et ensuite à l'assemblée annuelle, dont quatre formeront quorum. Une majorité des votes des directeurs présents prévaudra et en cas d'égalité l'officier présidant l'assemblée aura le vote prépondérant en plus de son vote ordinaire.

The affairs of the Company shall be managed by a Board of seventeen Directors, who shall be elected at the first meeting of Shareholders held after the adoption of these By-Laws and thereafter at the Annual Meeting, of whom four shall form a quorum. A majority vote of the Directors present shall carry and in case of a tie the presiding officer shall have the casting vote in addition to his ordinary vote.

Sur motion dûment faite et secondée, il fut, à l'unanimité résolu, que le Règlement spécial n° 41 de la compagnie, présentement lu à l'assemblée, soit et il est par les présentes approuvé et confirmé.

Upon motion duly made and seconded, it was unanimously resolved, that Special By-law No. 41 of the Company now read to the meeting be and it is hereby approved and confirmed.

Certifiée copie conforme.

Certified true copy.

Montréal, le 1er octobre 1947.

Montréal, October 1st, 1947.

Le Secrétaire,

ROY CAMPBELL.

ROY CAMPBELL,

Secretary.

20696

20696-o

DUBONNET INC.

DUBONNET INC.

Règlements généraux

General By-Laws

DIRECTEURS

DIRECTORS

3. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau composé de six directeurs, dont deux formeront quorum.

3. The affairs of the company will be managed by a board composed of six directors, two of whom will form the quorum.

Je, soussigné, D.-H. Hobbs, secrétaire de Dubonnet Inc., certifie par les présentes, de mon seing et le sceau de la compagnie, que le règlement ci-dessus de Dubonnet Inc., fut dûment décrété à une assemblée des directeurs de ladite compagnie, tenue le 26 juillet 1935, et qu'il fut ratifié, sanctionné et confirmé par le vote unanime de tous les actionnaires à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie, dûment convoquée et tenue le 21e jour d'août 1935.

I, the undersigned, D.-H. Hobbs, secretary of Dubonnet Inc., do hereby certify under my hand and the seal of the Company that the foregoing By-Law of Dubonnet Inc. was duly enacted at a Meeting of the Directors of the said Company held on July 26th, 1935, and that the same was ratified, sanctioned and confirmed by the unanimous vote of all the Shareholders at a Special general meeting of the shareholders of the said Company duly convened and held on the 21st day of August, 1935.

Montréal, le 3 novembre 1947.

Montreal, November 3rd, 1947.

Le Secrétaire,

D.-H. HOBBS.

D.-H. HOBBS,

Secretary.

20697

20697-o

GEORGE COUREY & SONS, LIMITED

GEORGE COUREY & SONS, LIMITED

Règlement N° 10-A

By-Law No. 10-A

Qu'il soit décrété, comme règlement de la compagnie "George Courey & Sons, Limited", comme suit:

Be it enacted as a By-Law of George Courey & Sons, Limited as follows:

1. Que le bureau de direction de la compagnie "George Courey & Sons, Limited" soit, et il est par les présentes augmenté de trois à cinq.

1. That the Board of Directors of George Courey & Sons, Limited be and the same is hereby increased from three to five.

2. Que le règlement N° 10 de la compagnie et les règlements et procédures antérieures de la compagnie, qui y seraient incompatibles, soient, par les présentes, amendés, modifiés ou révisés de manière à donner effet à ce règlement.

2. That By-Law No. 10 of the Company and prior by-laws and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified or revised in order to give effect to this By-Law.

Décrété ce 4e jour de novembre 1947.

Enacted this 4th day of November, 1947.

Témoin le sceau corporatif de la compagnie. (Sceau)

As witness the corporate Seal of the Company. (Seal)

Le Président,
GEORGE COUREY,

Le Secrétaire,
MAURICE COUREY.

GEORGE COUREY,
President,

MAURICE COUREY,
Secretary.

20698

20698-o

LES INDUSTRIES VALOX LIMITÉE
THE VALOX INDUSTRIES LIMITED

Augmentation du nombre de directeurs

Sur proposition dûment secondée, et unanimement adoptée, que soit approuvé l'amendement fait par les directeurs en assemblée régulière, pour que le règlement qui se lit comme suit: "Quatre administrateurs seront élus pour un an à l'assemblée annuelle, le quorum sera de trois." soit amendé pour se lire comme suit: "Cinq administrateurs seront élus pour un an à l'assemblée annuelle, quorum sera de trois"

Vraie copie du règlement décrété par le conseil d'administration et approuvé par les actionnaires en assemblée générale spéciale, tenue régulièrement, à cette effet, le 9 octobre 1947, à Québec, P. Q.

20699-o Le Secrétaire-trésorier,
ROSAIRE CARON.

THE MOUNT ROYAL DAIRIES & COMPANY
LIMITED
LES LAITIERIES MONT ROYAL & COMPAGNIE
LIMITÉE

Règlement N° 26

Qu'il soit et il est par les présentes décrété que le Règlement N° 3, section "a" soit et il est par les présentes amendé, en y retranchant les mots "les affaires de la compagnie seront gérées par un bureau de trois directeurs" et en y substituant les mots "les affaires de la compagnie seront gérées par un bureau de sept directeurs" et le Règlement N° 3, section "e" soit et il est par les présentes amendé, en y retranchant les mots: "Deux directeurs formeront quorum pour la transaction des affaires", et en y substituant les mots "Quatre directeurs formeront quorum pour la transaction des affaires".

Témoin: le sceau corporatif de "Les Laiteries Mont Royal & Compagnie" ci-apposé en présence du Président et du Secrétaire de la compagnie, ce 22e jour d'octobre 1947.

(Signé) Le Président,
GERMAIN BOCK.

(Signé) La Secrétaire,
GILBERTE CHENIER.

Vraie Copie

20700 La Secrétaire,
GILBERTE CHENIER.

Avis est par les présentes donné que sur recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements 1 à 13 inclusivement de "Thetford Industrial Clinic Inc." ont été approuvés, le 13 novembre 1947, par l'honorable Secrétaire de la Province, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 276) telles que modifiées par la Loi 10 George VI chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 17 novembre 1947.

20701 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de St-Paul d'Abbotsford", en date du 7

LES INDUSTRIES VALOX LIMITÉE
THE VALOX INDUSTRIES LIMITED

An Increase in the number of Directors

Upon its being moved, duly seconded and unanimously adopted, that the amendment made by the directors at a regular meeting be approved, respecting the By-law which reads as follows: "Four directors shall be elected for one year at the annual meeting, the quorum being three", be amended to read as follows: "Five directors shall be elected for one year at the annual meeting, the quorum being three".

True copy of the By-law enacted by the Board of Directors and approved by the shareholders at a special general meeting duly held for this purpose on October 9, 1947, at Québec, P.Q.

20699 ROSAIRE CARON,
Secretary Treasurer.

THE MOUNT ROYAL DAIRIES & COMPANY
LIMITED
LES LAITIERIES MONT ROYAL & COMPAGNIE
LIMITÉE

By-Law No. 26

Be it enacted and it is hereby enacted that By-Law No. 3, section "a", be and it is hereby amended by striking out therefrom the words "the affairs of the Company shall be managed by a Board of three Directors", and substituting therefore the words "the affairs of the Company shall be managed by a Board of seven Directors", and, By-Law No. 3, section "e" be and it is hereby amended by striking out therefrom the words "Two Directors shall form a quorum for the transaction of business" and substituting therefore the words "Four Directors shall form a quorum for the transaction of business".

In witness whereof, the corporate seal of The Mount Royal Dairies & Company Limited has been affixed in presence of the President and of the Secretary of the Company this 22nd day of October 1947.

(Signed: GERMAIN BOCK,
President.

(Signed): GILBERTE CHENIER,
Secretary.

True copy.

20700-o GILBERTE CHENIER,
Secretary.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-Laws 1 to 13 inclusive of "Thetford Industrial Clinic Inc." were approved on November 13th, 1947, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th of November, 1947.

20701-o JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de St-Paul d'Abbots-

octobre 1947, dont le siège social est situé à Saint-Paul d'Abbotsford, comté de Rouville, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 octobre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20723-o JEAN BRUCHÉSI.

HOUDE, LAROCHE & CIE LTÉE

Règlement N° 7

(Réduisant le nombre des directeurs de 5 à 4)

"Le nombre des directeurs de la Compagnie sera de quatre et, en conséquence, est par les présentes modifié à toutes fins que de droit l'article 3 des règlements généraux de la Compagnie connu comme règlement N° 1 relatif à la régie interne et à la conduite des affaires de la Compagnie."

20715-o Le Secrétaire,
JEAN HOUDE.

LES STATIONS DE QUÉBEC INC.

Avis de règlement pourvoyant à distribution d'actif

La compagnie "Les Stations de Québec Inc.", ayant pourvu à la garantie de toutes ses dettes ou obligations, a, le 26ième jour de novembre 1947 adopté un règlement pour la distribution de tout son actif proportionnellement entre ses actionnaires, et autorisé ses officiers à effectuer telle distribution pour et au nom de la compagnie.

Québec, 26 novembre, 1947.
(Seal)

20738-o Le Secrétaire,
R. PLANTE.

Canada — Province de Québec

CITÉ DE SILLERY

AVIS DE RACHAT

Emission de \$25,000 à 4½% portant la date du 1er janvier 1941 et échéant en série jusqu'au 1er janvier 1961 (Règlement N° 173 et 174).

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Sillery rachètera par anticipation, au pair, le 1er janvier 1948, en vertu d'une clause de rachat insérée dans le règlement et reproduite sur les obligations, le solde en cours de l'émission d'obligations ci-dessus désignée et émise conformément à ses règlements Nos 173 et 174 de la Corporation de la Paroisse de St-Colomb de Sillery.

Les dites obligations deviendront dues et payables et elles seront payées et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er janvier 1948, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er janvier 1948 attachés, aux bureaux de la Banque Provinciale à Montréal et Québec au choix du détenteur.

Les dites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er janvier 1948.

Donné à Sillery, ce 29 novembre 1947.
Le Secrétaire-Trésorier,

20739-o CHARLES LANGLOIS, I.P.

ford" under date the seventh day of October, 1947, whereof the head office is at Saint-Paul d'Abbotsford, county of Rouville, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of October, 1947.

20723 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

HOUDE, LAROCHE & CIE LTÉE

By-Law No. 7

(Reducing the number of Directors from 5 to 4)

"The number of directors of the company shall be four, and consequently, article 3 of the general by-laws of the company, known as By-law No. 1 respecting the internal government and conduct of the business of the company, is hereby amended to all intents and purposes."

20715 JEAN HOUDE,
Secretary.

LES STATIONS DE QUÉBEC INC.

Notice of a by-law providing for distribution of assets

"Les Stations de Québec Inc.", having provided for its debts or obligations did on November 26, 1947, pass a by-law for distributing all of its assets proportionately among its shareholders and authorizing its officers to have this distribution made on behalf and in the name of the company.

Québec, November 26, 1947.
(Seal)

20738-o R. PLANTE,
Secretary.

Canada — Province of Quebec

CITY OF SILLERY

REDEMPTION NOTICE

Issue of bonds for \$25,000 date January 1st, 1941, and payable serially until January 1st 1961 (By-Laws Nos. 173 et 174)

Public notice is hereby given that the City of Sillery, will redeem in anticipation, at par, on the first of January 1948, in conformity with a redemption clause inserted in the by-law and reproduced on the bonds, the balance now outstanding of the aforesaid mentioned bonds issued under the authority of her by-laws Nos. 173 et 174 of the Corporation of the Parish of St. Colomb of Sillery.

The said bonds will become due and payable and they will be paid and redeemed in principal and interest, at the above mentioned date, in legal money of Canada, with interest accrued until January 1st, 1948, at the office of the Provincial Bank in Montreal and Quebec at the holder's option.

The said bonds will cease to bear interest as from January 1st, 1948.

Given at Sillery, this 29 of November 1947.
CHARLES LANGLOIS, P.E.,

20739-o Secretary-Treasurer.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 25 novembre 1947, autorisé "La Fédération Nationale Catholique du Meuble de la Province de Québec Inc." à changer son nom en celui de "Fédération Nationale du Meuble Inc." — "The National Furniture Federation Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 26 novembre 1947.

20737-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized "La Fédération Nationale Catholique du Meuble de la Province de Québec Inc.", on November 25, 1947, to change its name into that of "Fédération Nationale du Meuble Inc." — "The National Furniture Federation Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10, George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of November, 1947.

20737 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

LA CORPORATION DU CANTON CHICOUTIMI
COMTÉ DE CHICOUTIMI

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes de la série "C" émises en vertu du règlement N° 53, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00 — C-37, 100, 145, 190 et 248.

Les dites obligations seront remboursables le 1er janvier 1948, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

20746-48-2-o Le Secrétaire-trésorier,
PH. HARVEY.

LA CORPORATION DU CANTON CHICOUTIMI
COUNTY OF CHICOUTIMI

DRAWING OF BONDS

The following bonds, series "C", issued under By-law 53, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00 — C-37, 100, 145, 190 and 248.

The said bonds shall be redeemable on the 1st January 1948, from which date they shall cease to bear interest.

20746-48-2-o PH. HARVEY,
Secretary-treasurer.

TIRAGE D'OBLIGATION

CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE DE
ST-BENOIT JOSEPH LABRE AMQUI
COMTÉ DE MATAPÉDIA

Avis public est par les présentes donné que conformément aux dispositions du règlement N° 25 de la Corporation ci-dessus mentionnée un tirage au sort a été effectué au Bureau de la Commission Municipale de Québec, à Québec, le 10 novembre 1947, et que les obligations ci-après désignées et émises par la dite Corporation sous l'autorité du règlement précité, ont été tirées et seront remboursables le ou à compter du 1er janvier 1948;

Les numéros de ces obligations sont les suivants:

Dénomination de \$ 100.00—Nos C-62, 63 et 95.
Dénomination de \$ 500.00—Nos D-26 et 27.
Dénomination de \$1,000.00—No M-8.

Les porteurs des obligations ci-dessus désignées devront, le ou après le 1er janvier 1948, présenter et remettre les dites obligations pour paiement ou les transmettre, par courrier recommandé ou par l'entremise d'une banque (à la banque de Montréal à Amqui), avec tous les coupons d'intérêts non échus.

A compter du 1er janvier 1948, les dites obligations cesseront de porter intérêt.

20750-o Donné à Amqui, ce 24 novembre 1947.
Le Secrétaire-trésorier,
J.-W. PELLETIER.

DRAWING OF BONDS

MUNICIPAL CORPORATION OF THE VILLAGE
OF ST-BENOIT JOSEPH LABRE AMQUI,
COUNTY OF MATAPÉDIA

Public notice is hereby given that pursuant to the provisions of By-law No. 25 of the above corporation, a drawing by lots took place in the Office of the Quebec Municipal Commission, at Québec, on the 10th of November, 1947, and that the bonds hereinafter described and issued by the said corporation under authority of the aforesaid by-law, were drawn and will be redeemable on or from the 1st of January, 1948:

The numbers of the said bonds are as follows:
Denominations of \$ 100.00 — Nos C-62, 63 and 95.
Denominations of \$ 500.00 — Nos D-26 and 27.
Denominations of \$1,000.00 — No. M-8.

Holder of the above mentioned bonds shall, on or after the 1st of January, 1948, present and surrender the said bonds for payment or forward them, by registered mail or through a bank (to the Bank of Montreal at Amqui), with all unmatured interest coupons.

From and after the 1st of January, 1948, the said bonds will cease to bear interest.

20750 Given at Amqui, this 24th of November, 1947.
J.-W. PELLETIER,
Secretary-treasurer.

AVIS DE RACHAT

**CITÉ DE CHICOUTIMI
(COMTÉ DE CHICOUTIMI)**

Solde de \$1,674,600 en cours des obligations de la série B à 3-3½% portant la date du 1er janvier 1938 et échéant le 1er janvier 1958, remboursables par tirages au sort.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, rachètera par anticipation, au pair, le 1er janvier 1948, en vertu des dispositions de son règlement N° 329, le solde en cours au total de \$1,674,600 de l'émission de \$1,885,000 d'obligations de la série B ci-dessus désignée et émise conformément à son règlement N° 329.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er janvier 1948, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er janvier 1948 attachés, à toutes les succursales de la Banque Canadienne Nationale dans la province de Québec.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er janvier 1948.

Donné à Chicoutimi ce vingt-sixième jour de novembre 1947.

Vraie copie certifiée.

(Scellé) Le Greffier,
20749-o (Signé) GASTON CARRIER.

NOTICE OF REDEMPTION

**CITY OF CHICOUTIMI
(COUNTY OF CHICOUTIMI)**

Balance of \$1,674,600 outstanding bonds "B" series at 3-3½% dated January 1st, 1938 and maturing the 1st of January, 1958, redeemable by drawing of lots.

Public notice is hereby given that the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, will redeem by anticipation, at par, on the 1st of January, 1948, under the provisions of its By-law No. 329, the outstanding balance to the amount of \$1,674,600 of the issue of \$1,885,000 of bonds of "B" series above described and issued pursuant to its By-law No. 329.

The said bonds become due and payable and will be payable and redeemed, capital and interest, on the date above mentioned, in lawful Canadian currency, with accrued interest up to the 1st of January, 1948, upon presentation and surrender thereof, with all interest coupons maturing after the 1st of January 1948 attached thereto, at any branch of the Banque Canadienne Nationale in the Province of Quebec.

Said bonds will cease to bear interest on and from the 1st of January 1948.

Given at Chicoutimi, this twenty-sixth day of November, 1947.

Certified true copy.

(Seal) (Signed) GASTON CARRIER,
20749 Clerk.

KENT HOUSE HOTEL LIMITED

Règlement N° 6 augmentant le nombre des directeurs

Qu'il soit et il est par les présentes statué:

1° Que le paragraphe 2 du règlement N° 1 soit et il est par les présentes amendé en y retranchant les mots "Les affaires de la Compagnie sont gérées par un bureau de trois directeurs", et y substituant les mots "Les affaires de la Compagnie sont gérées par un bureau de onze directeurs".

Certifié vraie copie du règlement N° 6 de "Kent House Hotel Limited" régulièrement adopté à une assemblée du Bureau de Direction de la dite compagnie le 3 novembre 1947 à laquelle tous les directeurs étaient présents, et confirmé par au moins les deux tiers des actionnaires de la dite Compagnie savoir par tous les actionnaires d'icelle à une assemblée régulièrement tenue le même jour.

Témoin le sceau de la Compagnie ce vingt-quatrième jour de novembre 1947.

(Scellé) Le Président,
HENRI MASON DAY,
Le Secrétaire,
RICHARD R. ALLEYN.
20754-o

KENT HOUSE HOTEL LIMITED

By-Law No. 6 increasing the number of Directors

Be it and it is enacted:

1. That By-law No. 1, section 2, of the Company be and it is hereby amended by striking out therefrom the words "The affairs of the Company shall be managed by a Board of three Directors", and substituting therefor the words "The affairs of the Company shall be managed by a Board of eleven Directors".

Certified a true copy of By-Law No. 6 of "Kent House Hotel Limited" regularly passed at a meeting of the Directors of the said Company on November 3rd, 1947, at which all the Directors were present, and confirmed by at least two thirds of the shareholders of the said Company, to wit by all the shareholders thereof at a meeting duly held on the same date.

As witness the corporate Seal of the Company, this twenty-fourth day of November, 1947.

(Seal). HENRY MASON DAY,
President.
RICHARD R. ALLEYN,
Secretary.
20754-o

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Numéro 1906

Number 1906

Québec, le 19 novembre 1947.

Quebec, November 19, 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil. Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "B"

CONCERNANT une prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1327 du 18 avril 1946, subséquemment prolongé jusqu'au 2 janvier 1948, soit de nouveau prolongé jusqu'au 2 mars 1948, aux mêmes taux et conditions.

20718-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1907

Québec, le 19 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de boulanger et distributeur de pain dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 305, du 18 février 1938, et amendements, relatif aux métiers de boulanger et distributeur de pain dans la région des Trois-Rivières, à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 octobre 1947;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 305, soit modifié de la façon suivante:

1. Le paragraphe "a" de l'article II est remplacé par le suivant:

"a) Boulangers, pâtisseries:	par semaine
Compagnons:	
1er boulanger	\$36.00
1er pâtissier	36.00
2ième boulanger	32.00
2ième pâtissier	32.00
3ième boulanger et les compagnons suivants	29.00
3ième pâtissier et les compagnons suivants	29.00
Apprentis:	
1ère année	18.00
2ième année	20.00
3ième année	24.00"

Les parties contractantes ont convenu que les augmentations de salaires accordées par le présent arrêté soient effectives à compter du 6 octobre 1947.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

20734-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Part "B"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1327 of April 18, 1946, subsequently extended until January 2, 1948, be again extended until March 2, 1948, with the same rate and conditions.

20718-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1907

Québec, November 19, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "A"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the trades of baker and bread deliverer in the district of Three Rivers

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 305 of February 18, 1938, and amendments, relating to the trades of baker and bread deliverer in the district of Three Rivers, for the purpose of amending the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 18, 1947;

WHEREAS no objection to its approval has been set forth;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

THAT the said decree, number 305, be amended as follows:

1. Subsection "a" of section II is replaced by the following:

"a) Bakers, pastry-cooks:	per week
Journeyman:	
1st baker	\$36.00
1st pastry-cook	36.00
2nd baker	32.00
2nd pastry-cook	32.00
3rd baker and the other journeymen	29.00
3rd pastry-cook and the other journeymen	29.00
Apprentices:	
1st year	18.00
2nd year	20.00
3rd year	24.00"

It has been agreed by the contracting parties that the increases granted by the present Order become effective from October 6, 1947.

(Document "A" annexed to the Order)

20734-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1906

Québec, le 19 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "D"

CONCERNANT une prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3326 du 21 août 1946, soit prolongé jusqu'au 1er mars 1948, aux mêmes taux et conditions.

20719-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1906

Quebec, November 19, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 3326 of August 21, 1946, be extended until March 1st, 1948, with the same rate and conditions.

20719-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1907

Québec, le 19 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'Industrie du meuble dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 639 du 21 février 1946 et amendements, relatif à l'Industrie du meuble dans la province de Québec soit de nouveau prolongé jusqu'au 2 mars 1948.

(Document "B" annexé à l'arrêté)
20720-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1907

Quebec, November 19, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING the extension of the decree relating to the furniture industry in the province of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 639 of February 21, 1946, and amendments, relating to the furniture industry in the province of Quebec, be again extended until March 2, 1948.

(Document "B" annexed to the Order)
20720-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numero 1907

Québec, le 19 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "F"

CONCERNANT une prolongation du décret relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'est de la province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3824 du 12 octobre 1944 et amendements, relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'est de la province, soit prolongé jusqu'au 1er février 1948.

(Document "F" annexé à l'arrêté)
20722-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1907

Quebec, November 19, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING an extension of the decree relating to the charitable institutions, hospitals and homes in the eastern district of the Province.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 3824 of October 12, 1944, and amendments, relating to the charitable institutions, hospitals and homes in the eastern district of the Province, be extended until February 1, 1948.

(Document "F" annexed to the Order)
20722-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1907

Québec, le 19 novembre 1947

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT une prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3002 du 31 juillet 1946 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 1er mars 1948.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20721-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1907

Québec, le 19 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans les cités de Québec et de Lévis et les villes de Québec-Ouest et Lauzon.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans les cités de Québec et de Lévis et les villes de Québec-Ouest et Lauzon, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 17 mai 1944 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications audit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 septembre 1947;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre son approbation et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 1658, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "h" de l'article I est remplacé par le suivant:

"h) Le mot "gérant" désigne tout salarié qui est chargé d'administrer pour le propriétaire ou sous la direction de ce dernier, un établissement commercial régit par le présent décret, ou qui a la charge de surveiller dans un établissement le personnel et la conduite générale des affaires en l'absence du propriétaire, si ce dernier ne se tient pas habituellement dans son établissement.

Lorsqu'un même employeur exploite plus d'un établissement assujéti au présent décret, il est nécessaire qu'il ait, en charge de chaque établissement, en plus du premier, un salarié classifié comme gérant qui y travaille en cette qualité et

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1907

Quebec, November 19, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an extension of the decree relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 3002 of July 31, 1946, and amendments, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, be extended until March 1st, 1948.

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20721-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1907

Quebec, November 19, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating to the food products retail trade in the cities of Quebec and Lévis and the towns of Quebec-West and Lauzon.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products retail trade in the cities of Quebec and Lévis and the towns of Quebec-West and Lauzon, rendered obligatory by the decree number 1658 of May 17, 1944, and amendments, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 13, 1947;

WHEREAS one objection to its approval has been set forth and thereafter submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1658, be amended as follows:

1. Subsection "h" of section I is replaced by the following:

"h) The word "manager" means and includes any employee entrusted with the administration, for the owner and under the latter's direction, of a commercial establishment governed by the present decree, or committed to the supervision, in an establishment, of the personnel and of the business in general during the absence of the owner, when the latter is not, habitually, in his establishment.

When a same employer operates more than one establishment governed by the present decree there shall be, in charge of each establishment not including the main store, an employee classified as manager, and entitled to the salary

se tient continuellement dans ledit établissement; tel salarié doit recevoir le salaire établi pour cette fonction.

Toutefois, les dispositions précédentes ne s'appliquent pas à un magasin à succursales multiples vendant un produit unique et à un seul prix. Dans ce cas, il est suffisant que le salarié en charge de chaque succursale, en plus de la première, soit classifié comme commis en charge, qu'il y travaille en cette qualité et se tienne continuellement dans chaque succursale en plus de la première; tel salarié doit recevoir le salaire établi pour la section de "commis en charge."

2° Le premier alinéa du paragraphe "j" de l'article V est radié.

3° La deuxième phrase de l'article VIII, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 28 février de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

(Document "E" annexé à l'arrêté)

20736-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1907

Québec, le 19 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'Industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le ministre du Travail a donné avis dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 août 1947, de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 329 du 20 février 1947, relatif à l'Industrie de la construction dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville;

ATTENDU que les dispositions de la convention collective rendue obligatoire par ledit décret n'ont pas acquis une importance et une signification prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans le comté de Napierville;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 329 soit modifié de la façon suivante:

Les mots "d'Iberville et de Napierville" apparaissant dans le deuxième alinéa de l'article II (jurisdiction territoriale) sont radiés et remplacés par les mots "et d'Iberville".

(Document "C" annexé à l'arrêté).

20735-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

of that function, who works and remains continually in the said establishment.

However, the foregoing provisions do not apply to an establishment operating chain stores which sell but one product at a uniform price. In this case, the employee in charge of each store, not including the main store, may be classified as head clerk if the works in that capacity and remains continually in each such store; that employee shall receive the wage rate established for a head clerk."

2. The first paragraph of subsection "j" of section V is deleted.

3. The second sentence of section VIII, respecting the duration of the decree, is replaced by the following ones:

"It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), February 28 of any subsequent year. Such a notice must also be addressed to the Minister of Labour."

(Document "E" annexed to the Order).

20736-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1907

Quebec, November 19, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry in the City of St. John and the Town of Iberville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice in the *Quebec Official Gazette* of August 30, 1947, of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 329 of February 20, 1947, relating to the construction industry in the City of St. John and Town of Iberville;

WHEREAS the provisions of the collective agreement rendered obligatory by the said decree have not obtained a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the county of Napierville;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 329, be amended as follows:

The words "Iberville and Napierville" in the second paragraph of section II (territorial jurisdiction) are deleted and replaced by the words "and Iberville".

(Document "C" annexed to the Order).

20735-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Bills, Assemblée législative

Bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 décembre 1947 et présentés avant le 4 février 1948, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 24 janvier 1948 et reçues avant le 29 janvier 1948, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 18 février 1948.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 24th December, 1947, and introduced before the 4th February, 1948; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 24th January, 1948, and received before the 29th January, 1948, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 18th February, 1948.

Québec, le 13 novembre 1947.

Quebec, November 13th, 1947.

20626-46-9-o Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

20626-46-9-o ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

CLUB DES AMIS CHOISIS DE MAGOG LIMITÉE

CLUB DES AMIS CHOISIS DE MAGOG LIMITÉE

Avis est donné que la compagnie demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la loi des compagnies de Québec.

Notice is hereby given that the company will apply for leave to surrender its charter under the Quebec Companies Act.

Ce 18 novembre 1947.

November 18, 1947.

20702-o Les Procureurs,
SHURTLEFF & BOUCHARD.

20702-o SHURTLEFF & BOUCHARD,
Attorneys.

Avis est donné par les présentes que la compagnie "Masson Limited — Masson Limitée" demandera la permission d'abandonner sa charte.

Notice is hereby given that Masson Limited — Masson Limitée will apply for leave to surrender its Charter.

Montréal, le 18 novembre 1947.

Montreal, 18th November 1947.

20703 Le Secrétaire-trésorier,
F. A. MASSON.

20703-o F. A. MASSON,
Secretary-Treasurer.

AVIS

NOTICE

ROUYN-NORANDA BUILDING CORPORATION LIMITED

ROUYN-NORANDA BUILDING CORPORATION LIMITED

En vertu des dispositions de la première partie de la loi des Compagnies de Québec, la Compagnie Rouyn-Noranda Building Corporation Limited, donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de la Province de Québec, pour obtenir l'annulation et la fixation d'une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, Rouyn-Noranda Building Corporation Limited, hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter, to obtain its cancellation and the fixing of a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Donné à Noranda, ce 18 novembre, 1947.

Dated at Noranda, this 18th of November, 1947

20704-o ROUYN-NORANDA BUILDING CORPORATION LIMITED,
Le Président,
P. E. FIRLOTTE.

20704-o ROUYN-NORANDA BUILDING CORPORATION LIMITED
P. E. FIRLOTTE,
President.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Godfrey Realty Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix mai 1927.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Godfrey Realty Corporation", incorporated by letters patent dated the tenth day of May 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said Company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Laurentian Heights Development Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-et-un janvier 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Marshall & Kynman Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du quinze mars 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Osborne Improvement Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du trois mars 1921.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Plastocraft Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatorze décembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

DESPARTS LIMITÉE

AVIS DE LA DEMANDE DE L'ABANDON
DE LA CHARTE

Selon les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, "Desparts Limitée" donne par les présentes avis qu'elle demandera au Procureur Général de la Province, et au Ministre des

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Laurentian Heights Development Company Limited", incorporated by letters patent dated the 21st day of January, 1935.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Marshall & Kynman Limited", incorporated by letters patent dated the fifteenth day of March, 1935.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Osborne Improvement Company Limited", incorporated by letters patent dated the 3rd day of March, 1921.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Plastocraft Inc.", incorporated by letters patent dated the fourteenth day of December, 1944.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

DESPARTS LIMITÉE

NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER
OF CHARTER

According to the provisions of the Quebec Companies Act, "Desparts Limitée" hereby gives notice that it will apply to the Attorney General of the Province and to the Minister of Muni-

Affaires Municipales, du Commerce et de l'Industrie, la permission d'abandonner sa Charte à compter de la date qu'ils détermineront.

Donné à Roxton-Falls, ce 21 novembre 1947.

DESPARTS LIMITÉE,
Par la Présidente,
FLORIDA PROVOST-DESPARTS.

20724-o

pal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter on and from such date as may be fixed by them.

Given at Roxton-Falls, this 21st of November, 1947.

DESPARTS LIMITÉE,
Per FLORIDA PROVOST-DESPARTS,
President.

20724

AVIS DE REQUÊTE EN ABANDON DE CHARTE

La Compagnie Générale d'Entreprises Auxibel, constituée en corporation par Lettres Patentes de la Province de Québec, en date du dix-huit octobre mil neuf cent trente cinq, donne avis par les présentes qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en conseil de Québec pour faire accepter l'abandon de sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec. Montréal, ce 20 novembre 1947.

La Secrétaire,
20725-o YVONNE RIALLAND.

NOTICE OF SURRENDER OF CHARTER

La Compagnie Générale d'Entreprises Auxibel, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on the eighteenth day of October, Nineteen hundred and thirty five, hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in council of Quebec for acceptance of the surrender of its charter pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act. Montreal, November 20th 1947.

20725-o YVONNE RIALLAND,
Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est donné que la compagnie "Burtho Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux qui sont accordés aux compagnies de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois maintenant en vigueur dans la Province.

Le principal agent de la corporation en cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentées contre elle est M. John G. Porteous, de la cité de Montréal.

Le siège social de la corporation dans la Province est établi dans la cité de Montréal, comté de Jacques Cartier, dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 novembre 1947.

20706 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Companie Licensed to do Business

Notice is hereby given that "Burtho Gold Mines Limited" (No Personal Liability) has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the Corporation in this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. John G. Porteous, of the city of Montreal.

The principal office of the Corporation in the Province is established at the city of Montreal county of Jacques Cartier, in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 18th of November, 1947.

20706-o JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Avis public est donné que Lucien Larocque, commerçant, et Berthe Williams, son épouse, tous deux domiciliés en la municipalité de Drummondville-Ouest, comté de Drummond, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi aux fins de valider l'adoption des enfants Joseph-Jean-Pierre Hamel et Marie-Florence-Pierrette Hamel, de décréter que ces enfants sont et seront à l'avenir considérés comme leurs enfants adoptifs, et qu'ils seront désormais connus et désignés sous les noms de Joseph-Jean-Pierre Larocque et Marie-Pierrette Larocque.

Drummondville, ce 11 novembre 1947.

20607-46-4-o Le Procureur des pétitionnaires,
(Signé) MARCEL MARIER.

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that Lucien Larocque, and Berthe Williams, his wife, both domiciled in the municipality of Drummondville Ouest, county of Drummond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to validate and legalize the adoption of their children Joseph-Jean-Pierre Hamel and Marie-Florence-Pierrette Hamel, and to enact that these children are and will be in the future considered as their adoptive children, being known and designated as Joseph-Jean-Pierre Larocque and Marie-Pierrette Larocque.

Drummondville, November 11th, 1947.

20607-46-4-o (Signed) MARCEL MARIER,
Attorney for petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Dominion Alkali & Chemical Company Limited, corps politique dûment incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans le Village du Lac St-Louis, District de Beauharnois, Qué., s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale ou Acte Privé aux fins suivantes:

RATIFIANT ET CONFIRMANT LES RÉSOLUTIONS SUIVANTES:

a) Résolution du Conseil Municipal de la Ville de Beauharnois, Qué., adoptée lors d'une assemblée du dit Conseil, dûment appelée et tenue le 21 avril 1947;

b) Résolution des Commissaires d'Écoles de la Commission des Écoles Municipales de la dite Ville de Beauharnois, Qué., adoptée lors d'une assemblée des dits Commissaires d'Écoles, dûment appelée et tenue le 22 avril 1947.

Les dites résolutions (a) et (b) ci-haut mentionnées, ayant pour effet de déterminer pour fins municipales et scolaires respectivement, l'évaluation des immeubles appartenant à Dominion Alkali and Chemical Company Limited, pour être utilisés à des fins industrielles, et situés dans les limites de la Ville de Beauharnois, Qué., pour une période de dix ans à compter du commencement de la production d'une usine chimique pour être érigée en tout ou en partie sur les dits immeubles, d'après la base suivante:

Pour les deux premières années..	\$20,000.00
Pour la troisième, quatrième et cinquième année	50,000.00
Pour la sixième, septième, huitième neuvième, et dixième année	75,000.00

ET DE PLUS, POUR RATIFIER ET CONFIRMER LES RÉSOLUTIONS SUIVANTES:

c) Une résolution du Conseil Municipal de la Municipalité du Village du Lac St-Louis, district de Beauharnois, Qué., adoptée lors d'une assemblée du dit Conseil Municipal, dûment appelée et tenue le 25 avril 1947;

d) Une résolution des Commissaires d'Écoles de la Paroisse de St-Clément, district de Beauharnois, Qué., adoptée par les dits Commissaires lors d'une assemblée dûment appelée et tenue le 22 avril 1947.

Les dites résolutions (c) et (d) ci-haut mentionnées, ayant pour effet de déterminer pour fins municipales et scolaires respectivement, l'évaluation des immeubles appartenant à Dominion Alkali & Chemical Company Limited, pour être utilisés à des fins industrielles, et situés dans les limites de la Municipalité du dit Village du Lac-St-Louis, district de Beauharnois, Qué., pour une période de dix ans à compter du commencement de la production d'une usine chimique à être érigée en tout ou en partie sur les dits immeubles, d'après la base suivante:

Pour les deux premières années..	\$20,000.00
Pour la troisième, quatrième et cinquième année	50,000.00
Pour la sixième, septième, huitième-neuvième et dixième année.	75,000.00

Beauharnois, P.Q., le 18 novembre 1947.
Le Procureur de Dominion Alkali & Chemical Company Limited,
PAUL S. SMITH, K.C.

20661-47-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par la présente donné que la Guaranty Trust Company of Canada s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa pro-

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Dominion Alkali & Chemical Company Limited, a body politic and corporate and duly incorporated, having its head office and principal place of business in the Village of Lake St. Louis, in the district of Beauharnois, will apply at the next session of the Legislature for the Province of Quebec, for the passing of a special act or private bill for the following purposes:

TO CONFIRM AND RATIFY:

a) A resolution of the Municipal Council of the Town of Beauharnois in the district of Beauharnois, P.Q. passed at a meeting of the said Council duly called and held on April 21st, 1947;

b) A resolution of the School Commissioners of the Municipal School Commission of the said Town of Beauharnois, P.Q. passed at a meeting of the said School Commissioners duly called and held on April 22nd, 1947;

The said resolutions (a) and (b) (above-mentioned) having for their object the fixing of the assessment value both for municipal and school purposes of the immovable property or properties of Dominion Alkali & Chemical Company Limited to be used for industrial purposes and situate within the limits of the Town of Beauharnois, P.Q. for a period of ten years following the commencement of production of a chemical plant, to be erected in whole or in part on the said property or properties, on the following basis:

For the first two years.....	\$20,000.00
For the third, fourth and fifth years.....	50,000.00
For the sixth, seventh, eighth, ninth and tenth years	75,000.00

AND FURTHER TO CONFIRM AND RATIFY:

c) A resolution of the Municipal Council of the Municipality of the Village of Lake St. Louis, district of Beauharnois, P.Q. passed at a meeting of the said Municipal Council duly called and held on April 25th, 1947;

d) A resolution of the School Commissioners of the Parish of St. Clement in the district of Beauharnois, passed by the said Commissioners at a meeting duly called and held on April 22nd, 1947.

The said resolutions (c) and (d) above-mentioned having for their object the fixing of the assessment value both for municipal and school purposes of the immovable property or properties of the Dominion Alkali & Chemical Company Limited to be used for industrial purposes and situate within the limits of the Municipality of the said Village of Lake St. Louis for a period of ten years following the commencement of production of a chemical plant to be erected in whole or in part on the said property or properties, on the following basis:

For the first two years.....	\$20,000.00
For the third, fourth and fifth years.....	50,000.00
For the sixth, seventh, eighth, ninth and tenth years.....	75,000.00

Beauharnois, P. Q., November 18, 1947.
PAUL S. SMITH, K.C.,
Attorney for Dominion Alkali & Chemical Company Limited.

20661-47-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Guaranty Trust Company of Canada will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next

chaîne Session pour obtenir la passation d'une loi ratifiant un accord en date du 6 mars 1947 entre la Guaranty Trust Company of Canada et la Capital Trust Corporation Limited par lequel la Guaranty Trust Company of Canada a acheté tout l'actif et tous les droits de la Capital Trust Corporation Limited et pour obtenir le pouvoir de faire affaires dans la Province de Québec et de continuer les devoirs et les obligations de la Capital Trust Corporation Limited.

Québec, 22 novembre 1947.

30712-48-4-0 Les Procureurs,
RIVARD, BLAIS & GOBEIL.

session, for the passing of an act ratifying an agreement, bearing date the 6th of March, 1947, between the Guaranty Trust Company of Canada and the Capital Trust Corporation Limited, whereby the Guaranty Trust Company of Canada has purchased all the assets and rights of the Capital Trust Corporation Limited and to obtain permission to carry on business in the Province of Quebec and continue the duties and obligations of the Capital Trust Corporation Limited.

Quebec, November 22, 1947.

20712-48-4 RIVARD, BLAIS & GOBEIL,
Attorneys.

AVIS

La communauté "Les Sœurs de l'Espérance" donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec lors de sa prochaine session pour demander l'adoption d'un bill privé (projet de loi) dans le but de faire abroger la loi 4 Ed. VII chapitre 107, clarifier les pouvoirs de la corporation et lui en accorder de plus étendus, pour fonder, organiser et administrer des hôpitaux destinés à hospitaliser et soigner les malades et les blessés, indigents et autres; fonder, maintenir, administrer des monastères, des hôpitaux, des écoles d'infirmières et d'aides-infirmières, d'infirmiers et d'aides-infirmiers, avec toutes les œuvres et les services connexes; fonder, organiser, maintenir, administrer et développer des sanatoriums, services sociaux extérieurs, foyers pour jeunes filles, orphelinats et autres œuvres de même nature; fonder, organiser, maintenir et développer des maisons d'enseignements à tous degrés sous la direction de l'autorité compétente en la matière; exproprier des terrains et immeubles dans un rayon de cinq cents pieds; exercer tous les pouvoirs dévolus aux corporations dans la province de Québec, le tout sujet aux lois déjà existantes.

Le Procureur de la Communauté "Les Sœurs de l'Espérance,"
20713-48-4-0 F. EUGENE THERRIEN

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Roderick B. Masson, cultivateur, de la ville et du district de Terrebonne, Alphonse Milette, administrateur, et Léon Masson, courtier, tous deux de la cité et du district de Montréal, Charles de Lotbinière Harwood, gérant, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario et Jaque Masson, capitaine paie-maitre, de la cité et du district de Montréal, tous cinq agissant en leurs qualités d'exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de la succession de feu l'Honorable Joseph Masson, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale pour interpréter le testament dudit feu Joseph Masson et statuer que, d'après les termes d'icelui, le partage des biens composant ladite succession ne peut pas avoir lieu avant le décès de tous les bénéficiaires au deuxième degré; pour proroger, dans tous les cas, le partage de ladite succession et de chacun des lots qui la composent, et pour autres fins.

Montréal, le 26 novembre 1947.

20748-48-4-0 Les Procureurs des requérants es-qualité,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
& BEAULIEU.

NOTICE

The Order of "Les Sœurs de l'Espérance" gives notice that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the next session, to have the Statute 4 Ed. VII chapter 107 abrogated and a private bill adopted and sanctioned; that the application will be presented to obtain clarified and more extensive powers, to create, organize, hospitals where the sick, indigents or others, will be taken care of and treated; to create, maintain and administer monasteries, schools for nurses and aid nurses, with all joined works and services; to create, organize, maintain and administer sanatoriums, external social services, homes for girls, orphanages; to organize, maintain and administer teaching institutions; to obtain the right to expropriate land and buildings in a radius of five hundred feet; exercise all the powers which a corporation can exercise in the province of Quebec, the whole subject to the already existing laws in this Province.

F. EUGENE THERRIEN,
Attorney for La Communauté
20713-48-4-0 "Les Sœurs de l'Espérance".

NOTICE

Public Notice is hereby given that Roderick B. Masson, Farmer, of the Town and District of Terrebonne, Alphonse Milette, Administrator, and Léon Masson, Broker, both of the City and District of Montreal, Charles de Lotbinière Harwood, Manager, of the City of Ottawa, Province of Ontario, and Jaque Masson, Captain Pay-Master, of the City and District of Montreal, all five acting in their quality of testamentary executors and trustees of the Estate of the late Honourable Joseph Masson, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain a special law for the purpose of construing the Will of the late Joseph Masson and enacting that, according to the terms thereof, the partition of the property of the said Estate cannot take place before all the beneficiaries in the second degree have died; of postponing in any case the partition of the Estate and of the various lots of said Estate and for other purposes.

Montreal, November 26th, 1947.

20748-48-4-0 BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
& BEAULIEU,
Attorneys for the Petitioners,
es-quality.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de Sainte-Angèle de Monnoir s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, en vue de l'adoption d'une loi abrogeant, quant à elle, certaines dispositions de la loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales, Chapitre 220 S.R.Q. 1941 et l'autorisant, en dérogation à la loi générale susdite, à accorder une exemption de taxes municipales et scolaires, pour une période de dix ans, à la compagnie Kenmar Textiles Ltd, sur le terrain, les bâtisses, l'outillage et la machinerie de ladite compagnie.

Sainte-Angèle de Monnoir, le 24 novembre 1947

Les Procureurs de la Corporation de Sainte-Angèle de Monnoir,

NADEAU & NADEAU.

Nadeau et Nadeau,
159 Craig, Ouest, Ch. 614,
Montréal.

20731-48-4-0

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that the Corporation of Sainte-Angèle de Monnoir will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act repealing, so far as is concerned the said Corporation, certain provisions of the Municipal Aid Prohibition Act, R.S.Q. 1941, Chapter 220, and authorizing in derogation to the said Act, the said Corporation to grant for a period of ten years an exemption from taxation for municipal or school purposes to Kenmar Textiles Ltd for the land, buildings, equipment and machinery of the said company.

Sainte-Angèle de Monnoir, the 24th day of November 1947.

NADEAU & NADEAU,
Attorneys for the Corporation of Sainte-Angèle de Monnoir.

Nadeau & Nadeau,
159 Craig Street West, Room 614,
Montréal.

20731-48-4-0

CITÉ DE HULL

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes: pour ratifier une entente intervenue entre la Cité et la Company E. B. Eddy, déterminant l'évaluation des biens imposables de ladite Compagnie à une valeur de \$6,000,000.00, pour une période de dix années; à compter du 1 mai 1947; pour ratifier certains contrats intervenus entre la Cité et la Wartime Housing Limited; pour permettre au Conseil de la Cité d'emprunter annuellement, sans recourir au vote des propriétaires d'immeubles, une somme n'excédant pas \$50,000.00 pour défrayer les frais de construction de raccordement d'aqueduc et d'égouts aux constructions qui sont érigées chaque année.

Hull, le 21 novembre, 1947.

Le Maire,
R. BRUNET.
Le Greffier,
H.-LÉON LEBLANC.

Contresigné:

Les Procureurs de la Cité de Hull,
STE-MARIE & STE-MARIE. 20747-48-4-0

CITY OF HULL

Notice is by these presents given that the City of Hull will present a petition to the Legislator of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law for the following objects: to confirm and ratify an agreement intervenue between the City and the E. B. Eddy Company determining the assessment of the taxable property of said Company to a value of \$6,000,000.00 for a period of ten years, beginning on May 1st, 1947; to confirm and ratify different contracts intervenue between the City and the Wartime Housing Limited; to authorize the Council of the City to borrow annually, without obtaining the vote of the owners of immovables an amount not exceeding \$50,000.00 to defray the cost of construction of water works and sewers lines to the buildings erected annually.

Hull, November 21, 1947.

R. BRUNET,
Mayor.
H.-LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Countersigned:

STE-MARIE & STE-MARIE,
Attorneys for the City of Hull. 20747-48-4-0

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de St-Hyppolite de La Croche, le cercle agricole de la mission de St-Joseph de Mékinac, le cercle agricole de la paroisse de Ste-Thècle, tous trois dans le comté de Laviolette, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R. Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément à l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 25 novembre 1947.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
20730-0 JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the farmers' club of the parish of St-Hyppolite de La Croche, the farmers' club of the mission of St-Joseph de Mékinac, the farmers' club of the parish of Ste-Thècle, all three in the county of Laviolette, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Club Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to section 44 of the said Act.

Quebec, November 25, 1947.

JULES SIMARD,
20730 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture
Industrie laitière

Department of Agriculture
Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 75-48

Order No. 75-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 26 novembre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Mégantic;

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, November 26th, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Mégantic;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Mégantic.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Mégantic.

2° La région de Mégantic comprend la municipalité de la ville de Mégantic.

2. The region of Mégantic includes the municipality of the town of Mégantic.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, 3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. Business place of said dealer.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de ladite région de Mégantic, offrir, vendre, ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 cents la chopine et 15 cents la pinte.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of the region of Mégantic, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Mégantic, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7½ cents la chopine et 14 cents la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Mégantic, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Mégantic, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 56 cents le gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Mégantic, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 56 cents a gallon.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er décembre, 1947.

The present order shall come into force on December 1st, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the Quebec Official Gazette.

Signé: MM. DR. ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER MILOT.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JOSEPH HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 563-45.

No. 563-45

Québec, le 17 novembre, 1947.

Quebec, November 17, 1947.

Demande est faite, de changer le nom de la municipalité scolaire de Deshaies, dans le comté d'Abitibi-Est, en celui de Saint-Edmond d'Abitibi.

Application is made to change the name of the school municipality of Deshaies, in the county of Abitibi-East, into that of Saint-Edmond d'Abitibi.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20656-47-2-o J.-P. LABARRE.

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.
20656-47-2

N° 966-47.

Québec, le 17 novembre, 1947.

Attendu que les syndicats des écoles dissidentes de la municipalité scolaire de Amos, dans le comté d'Abitibi-Est, ont laissé passer une année sans avoir d'école dans ladite municipalité, que les dissidents sont maintenant en trop petit nombre pour maintenir une école conformément à la loi, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil que la corporation des syndicats desdites écoles dissidentes pour ladite municipalité soit déclarée dissoute dans le délai indiqué par l'article 110 des statuts refondus de la Province de Québec, 1941, chapitre 59.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20659-47-3-o J.-P. LABARRE.

No. 966-47.

Quebec, November 17, 1947.

Whereas the Trustees of the dissentient schools of the School Municipality of Amos, in the county of Abitibi-East, have been one year without a school in the said municipality, that the dissentients are now too few in number to maintain a school in conformity with the law, I give notice that after three consecutive publications in the *Quebec Official Gazette*, I shall recommend to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, that the corporation of trustees of the said dissentient schools for the said municipality be abolished within the delay indicated by section 110 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, chapter 59.

J.-P. LABARRE,
20659-47-3 Superintendent of Education.

N° 1152-47.

Québec, le 17 novembre 1947.

Demande est faite, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, le lot 616 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, et de l'annexer à la municipalité du village de Saint-Raymond.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20657-47-2-o J.-P. LABARRE.

No. 1152-47.

Quebec, November 17, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Saint-Raymond, in the county of Portneuf, lot 616 of the official cadastre for the parish of Saint-Raymond, and to annex it to the municipality of the village of Saint-Raymond.

J.-P. LABARRE,
20657-47-2 Superintendent of Education.

N° 265-47.

Québec, le 22 novembre, 1947.

Demande est faite, de détacher les lots 54 à 62 inclusivement du rang 9 du canton de Villemontel, de la municipalité scolaire de Sainte-Gertrude de Pontiac, dans le comté d'Abitibi-Est, pour les annexer à celle de St-Viateur de la Ferme, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20714-48-2-o J.-P. LABARRE.

No. 265-47

Quebec, November, 22, 1947.

Application is made to detach lots 54 to 62 inclusively of range 9 of the township Villemontel, from the school municipality of Sainte-Gertrude de Pontiac, in the county of Abitibi-East, and to annex them to that of St-Viateur de la Ferme, same county.

J. P. LABARRE,
20714-48-2 Superintendent of Education.

N° 361-46.

Québec, le 25 novembre, 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 19 novembre, 1947, que le territoire ci-dessous décrit, qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire, soit érigé en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Notre-Dame de Lorette, dans le comté de Roberval, lequel comprendra les lots suivants, tous inclusivement, du canton Antoine.

1 à 35 du rang 1; 1 à 22 du rang 2; 1 à 19 du rang 3; 1 à 6 du rang 4; 1 à 14 du rang 5; A à 33 du rang 6; 1 à 16 du rang 7; dans le canton Pelletier, le rang de la Rivière-aux-Rats; et les lots E, F, G, H, I, des rangs 5 et 6.

Cet arrêté ministériel prendra effet 15 jours après son adoption.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20740-o J.-P. LABARRE.

No. 361-46.

Quebec, November 25, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated November 19, 1947, to erect the territory hereinbelow described, which has not as yet been organized as regards schools, into a separate school municipality, under the name of "Notre-Dame de Lorette", in the county of Roberval, the said territory comprising the following lots, all inclusively, of the township Antoine.

1 to 35 of range 1; 1 to 22 of range 2; 1 to 19 of range 3; 1 to 6 of range 4; 1 to 14 of range 5; A to 33 of range 6; 1 to 16 of range 7; in the township of Pelletier, the range of Rivière-aux-Rats; and the lots E, F, G, H, I of ranges 5 and 6.

The said Order in Council to take effect fifteen days after its adoption.

J.-P. LABARRE,
20740 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel d'une partie du canton de Rouyn division d'enregistrement de Témiscamingue.

Official Cadastre of part of the Township of Rouyn registration division of Temiscamingue.

Avis est par la présente donné que les lots 2, 3 Rang VIII Nord, 2, 3, 4, 5A, 5B Rang IX Sud, 4, 5, 6, Rang IX Nord sont annulés, les lots 2,

Notice is hereby given that lots 2, 3 Range VIII North, 2, 3, 4, 5A, 5B Range IX South, 4, 5, 6 Range IX North are cancelled, lots 2, 3

3 Rang IX Nord, sont amendés et le Bloc 204 est ajouté conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 novembre 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre Officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 32-1 à 32-82, 32-231 et une partie des lots 32-83, 32-91 à 32-101, 32-116 à 32-148, 32-182 à 32-207, 32-232 et 32-663 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 novembre 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

20709-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport (Maintenant partie du village de Giffard) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 708-A-26, 708-A-28 à 708-A-47 et 708-A-49 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 novembre 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

20726-o

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Buckingham, division d'enregistrement de Papineau.

Avis est par la présente donné que le lot 14-81 du Rang II est ajouté conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 novembre 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

20741-o

Range IX North are amended and Block 204 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 10th, 1947.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Antoine-de-Longueuil registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 32-1 to 32-82, 32-231 and part of lots 32-83, 32-91 to 32-101, 32-116 to 32-148, 32-182 to 32-207, 32-232 and 32-663 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, November the 18th, 1947.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Service,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

20709-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Beauport (now part of the village of Giffard) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 708-A-26, 708-A-28 to 708-A-47 and 708-A-49 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 7th, 1947.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Service,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

20726-o

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Buckingham Registration Division of Papineau.

Notice is hereby given that lot 14-81, Range II, is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 5th, 1947.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

20741-o

Département du travail

ERRATUM

L'arrêté en conseil numéro 1884, du 12 novembre 1947, publié dans la Gazette officielle de Québec du 15 novembre 1947, est corrigé de la façon suivante: à la page 2769:

Les noms suivants sont ajoutés après les mots "J. C. WILSON Limited": "Walter M. Lowney Co. Ltd, Imperial Pin Co. Limited, Grover Mills Limited,"

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 29 novembre 1947.

20728-o

Department of Labour

ERRATUM

Order in Council number 1884, of November 12, 1947, published in the Quebec Official Gazette of November 15, 1947, is corrected as follows, on page 2769:

The following names are added after the words "J. C. Wilson Limited": "Walter M. Lowney Co. Ltd, Imperial Pin Co. Limited, Grover Mills Limited,"

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, November 29, 1947.

20728-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité conjoint de l'Industrie des Wagons à Voyageurs et à Marchandises, établi en exécution du décret numéro 1197 du 24 juillet 1947, et dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1906 du 19 novembre 1947 (section "A").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 novembre 1947. 20729-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Papineau, Gatineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue, rendue obligatoire par le décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, à l'effet de modifier le dit décret de la façon suivante:

1° Que le taux horaire de salaire minimum des charpentiers-menuisiers soit augmenté à \$1.15 dans la zone I (article III).

2° Que le taux horaire de salaire minimum des manœuvres, journaliers (ouvriers non qualifiés) soit augmenté à \$0.70 dans la zone I. (article III).

3° Que le décret cesse de s'appliquer à la catégorie "manœuvres spécialisés" et qu'en conséquence, le paragraphe "r" de l'article I ainsi que toutes les autres dispositions du décret concernant les conditions de travail et de salaire de ces ouvriers soient radiés.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 novembre 1947. 20756-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, ch. 163 et amendements), que le Comité conjoint des Tanneries et Corroieries de la province de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 523 du 5 février 1940, et amendements, relatif aux tanneries et corroieries dans la province de Québec.

1° A l'article II, les 3^{ie}, 4^{ie} et 5^{ie} alinéas seront abrogés et remplacés par les suivants:

"Zone I. Les établissements situés dans l'île de Montréal, la cité de Québec, les municipalités totalement incluses dans un rayon de dix (10) milles autour de l'île de Montréal et de la cité de Québec, et ceux dont le nombre d'employés

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the Passenger and Freight Car Industry, formed under decree 1197 of July 24, 1947, and whose corporate seat is in Montreal, have been approved by Order in Council number 1906 of November 19, 1947 (part "A").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 29, 1947. 20729-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been submitted to him by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the building trades in the counties of Hull, Papineau, Gatineau, Pontiac, Labelle and Témiscamingue, rendered obligatory by the decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, for the purpose of amending the said decree in the following manner:

1. That the minimum hourly rate of pay for carpenters-joiners be increased to \$1.15 in zone I (section III).

2. That the minimum hourly rate of pay for labourers (common workers) be increased to \$0.70 in zone I (section III).

3. That the decree cease to apply to the "specialized labourers" category and, consequently, that subsection "r" of section I and all other provisions of the decree respecting conditions of work and rates of pay for these employees be deleted.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 29, 1947. 20756-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec has submitted to him a request to amend the decree number 523 of February 5, 1940, and amendments, relating to the tanners and curriers of the Province of Quebec, in the following manner:

1. In section II, the 3rd, 4th and 5th paragraphs will be deleted and replaced by the following ones:

"Zone I: The establishments situated in the Island of Montreal, the city of Quebec, the municipalities entirely included in a radius of ten (10) miles around the Island of Montreal and the city of Quebec, and those whose em-

est de vingt-cinq (25) ou plus indépendamment de leur situation.

Zone II. Les établissements situés dans toute autre ville ou municipalité ayant une population de 10,000 âmes ou plus;

Zone III. Tous les autres établissements de la province de Québec. Cependant si, dans cette Zone, un employeur a à son emploi au moins quinze (15) employés, mais pas plus de vingt-quatre (24), l'établissement de cet employeur sera considéré comme sis dans la Zone II."

2° L'article V sera abrogé et remplacé par le suivant:

"V. *Taux de salaires.* Les taux de salaires sont les suivants pour chacune des catégories ci-après mentionnées:

Taux horaires. Catégorie I: Mêmes taux que ceux de la catégorie IV, classe A;

Catégorie II: Si ces salariés, en plus d'être gardiens, travaillent à la fabrication du cuir, ils doivent être rémunérés aux mêmes taux que ceux de la catégorie IV, classe A;

Si ces salariés ne travaillent pas à la fabrication du cuir, ils doivent être rémunérés aux mêmes taux que ceux de la catégorie IV, classe B;

Catégorie III: Mêmes taux que ceux de la catégorie IV;

Catégorie IV:

	Zones		
	I	II	III
Classe A	\$0.75	\$0.71	\$0.65
Classe B	0.60	0.57	0.51
Classe C	0.45	0.45	0.40

Remarques. Nonobstant les dispositions du décret, il est entendu que les taux de salaires établis pour les mécaniciens de machines fixes et les préposés à l'entretien ne doivent jamais être inférieurs à ceux établis par les ordonnances numéros 6 et 14 de la Commission du salaire minimum ou par toute autre ordonnance spéciale de ladite Commission concernant ces catégories d'employés.

Taux à la pièce. Les taux à la pièce en vigueur le 31 octobre 1947 sont augmentés de dix pour cent (10%). Ces taux augmentés sont considérés comme déterminés tels quels, sans diminution pour les employés qui en bénéficient et ceux qui les remplaceront au même emploi, opération ou occupation.

Salaires supérieurs. Les salaires pour tout emploi, opération ou occupation payés, à la date du 31 octobre 1947, suivant un taux horaire ou à la semaine, représentant une rémunération supérieure aux taux horaires prévus par le décret à cette même date, sont augmentés de dix pour cent (10%)."

3° L'article X du décret sera abrogé.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 novembre 1947. 20752-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amende-

ment employees number twenty-five (25) or more, irrespective of their occupation;

Zone II: The establishments situated in any other town or municipality with a population of 10,000 souls or more;

Zone III: All the other establishments of the Province of Quebec. However when, in this zone, an employer has a minimum of fifteen (15) employees, but not more than twenty-four (24), the establishment of such employer shall be considered as situated in zone II."

2. Section V will be deleted and replaced by the following:

"V. *Rates of wages:* The rates of wages shall be as follows for every one of the categories hereafter mentioned:

Hourly rates: Category I: The same rates as those of category IV, class A;

Category II: When the employees of this category, in addition to their work as watchmen, are engaged in the manufacturing of leather, they shall be remunerated on the same basis as the employees of category IV, class A;

When these employees are not engaged in the manufacturing of leather, they shall be remunerated on the same basis as the employees of category IV, class B;

Category III: The same rates as those of category IV;

Category IV:

	Zones		
	I	II	III *
Class A	\$0.75	\$0.71	\$0.65
Class B	0.60	0.57	0.51
Class C	0.45	0.45	0.40

Note: Notwithstanding the provisions of the decree, it is understood that the rates of wages established for stationary engineers and maintenance men shall never be less than those established by ordinances 6 and 14 of the Minimum Wage Commission or by any other special ordinance of the said Commission concerning these categories of employees.

Piece-work rates: Piece-work rates prevailing on October 31, 1947, are increased by ten per cent (10%). These increased rates are considered as being so determined, without reduction for the employees who benefit by them, or for those who will replace such employees in the same capacity, operation or occupation.

Higher wages: The wages for any employment, operation or occupation paid on October 31, 1947, on an hourly or weekly basis and yielding a remuneration higher than the hourly rates stipulated in the decree at that date, are increased by ten per cent (10%)."

3. Section X of the decree will be deleted.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 29, 1947. 20752-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments),

ments), que le Syndicat catholique et national de la Construction de Saint-Jean, Qué., et un groupe prépondérant d'employeurs en construction de Saint-Jean et d'Iberville lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 329 du 29 février 1947, relatif à l'industrie de la construction dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville. On demande:

1° Que l'article III soit remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires minima.* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés.

Métiers.	Salaires horaires
Briqueleurs, plâtrier, (travaux ordinaires ou d'ornementation) maçon y compris le tailleur sur le chantier, poseur de blocs de ciment, tireur de joints	\$1.17
Finitionneur de ciment	1.00
Calfats	0.95
Charpentier, menuisier, mécanicien dans la construction, y compris les opérations suivantes: forme à béton (boutique ou chantier) posage de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, "weatherstrips", bardeaux (bois ou amiante ou composition), division en acier et d'ameublement tels que comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles) tout papier composition, y compris le posage de planchers en bois, d'amiante gaufrée et l'assemblage de maisons pré-fabriquées	0.95
Limeur de scie	0.95
Gratteur, polisseur, sableur de plancher à la main ou à la machine	0.95
Poseur de lattes en bois ou en métal	0.95
Électricien — compagnon	1.00
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, tapissier, vernisseur de plancher	0.95
Plombier, poseur d'appareil de chauffage, mécanicien en tuyauterie	1.00
Compagnon	0.90
Compagnon junior	0.90
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité)	1.00
Poseur de brûleur à l'huile	1.00
Ajusteur de gicleurs	1.00
Mécanicien en isolement de tuyauterie	1.00
Couvreur d'amiante autre que les mécaniciens en isolement en tuyauterie	1.00
Ouvrier-tôlier et ferblantier-couvreur (boutique ou chantier)	1.00
Couvreur — ardoise, tuile	1.06
Couvreur — composition, gravier, sable, asphalte	0.85
Homme de chaudière	0.60
Manœuvre, porteur d'oiseau	0.60
Journalier, ouvrier non-qualifié	0.60
Gréeur	0.80
Préposé aux compresseurs	0.85
Chauffeur de camion	0.65
Charretier	0.60
Préposé au malaxeur à vapeur ou au gros malaxeur à gazoline	0.90
Préposé au malaxeur à l'électricité ou au petit malaxeur à gazoline	0.60
Poseur d'acier d'armature	0.85
Poseur de liège isolateur	0.80
Finitionneur de plancher en mastic	0.80
Poseur de plancher en mastic	0.95
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement)	0.84
Poseur de tuile, alphate	0.78
Chauffeur (construction)	0.60

that "Le Syndicat catholique et national de la Construction de Saint-Jean, Qué." and a preponderant group of employers in the construction industry of St. John and Iberville have submitted to him a request to amend the decree 329 of February 29, 1947, relating to the construction industry in the City of St. John and the Town of Iberville. It is requested:

1. That section III be replaced by the following:

"III. *Minimum rates of wages:* The following minimum wage rates shall be paid.

Trades:	per hour
Bricklayer, plasterer (ordinary or ornamental operations), mason including the cutter on the field, cement blocks layer, joint pointer	\$1.17
Cement finisher	1.00
Caulker	0.95
Carpenter, joiner, millwright (construction), including the following operations: concrete forms (shop or field), setting or laying of screens (wood or metal), framework, windows, weatherstrips, shingles (wood, asbestos or composition), steel furniture and partitions such as counters and shelves (fixed or moveable), any composition paper, including the laying of wood floor and corrugated asbestos layer, the erection of prefabricated houses.	0.95
Saw filer	0.95
Floor scraper, polisher, sander — hand or machine	0.95
Lather — wood or metal	0.95
Journeyman electrician	1.00
Painter, spraying-machine operator, decorator, glazier, paper hanger, floor varnisher	0.95
Plumber, steamfitter, pipe mechanic:	
Journeyman	1.00
Junior journeyman	0.90
Pipe welder (acetylene or electric)	1.00
Employee committed to the installation of oil burners	1.00
Sprinkler fitter	1.00
Pipe insulation worker	1.00
Asbestos coverer other than pipe insulation mechanics	1.00
Sheet-metal worker and tinsmith-roofer (shop or outside work)	1.00
Roofer — slate, tile	1.06
Roofer — Composition, gravel, sand, asphalt	0.85
Boilerman	0.60
Labourer, hod carrier	0.60
Labourer (common worker)	0.60
Rigger	0.80
Compressor operator	0.85
Truck driver	0.65
Carter	0.60
Steam mixer operator or large gasoline mixer operator	0.90
Electric mixer operator or small gasoline mixer operator	0.60
Reinforcing steel erector	0.85
Cork insulation layer	0.80
Mastic floor finisher	0.80
Mastic floor layer	0.95
Kettleman (flooring only)	0.84
Asphalt, tile layer	0.78
Fireman (construction)	0.60

Poseur de terrazo	1.06	Terrazzo layer	1.06
Proposé aux machines à polir le terrazo: machine à sec	0.95	Terrazzo polishing machine operator: Dry polishing	0.95
Préposé aux machines à polir le terrazo: machine à l'eau	0.76	Water polishing	0.76
Poseur de marbre	1.17	Marble layer	1.17
Poseur de tuile	1.06	Tile layer	1.06
Mécanicien de machines fixes ou mobiles	0.75	Stationary or portable engine man	0.75
Conducteur de monte-charge	0.60	Freight elevator operator	0.60
Foreur et poudrier	0.80	Drill and powder man	0.80
Machiniste	0.80	Machinist	0.80
Forgeron sur le chantier	0.80	Blacksmith on job	0.80
Préposé aux grues	1.00	Crane operator	1.00
Préposé aux pelles mécaniques	0.90	Shovel operator	0.90
Conducteur de tracteur	0.70	Tractor operator	0.70
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence)	0.70	Roller operator (steam or gasoline)	0.70
Conducteur de "Bulldozer"	0.70	Bulldozer operator	0.70
Conducteur de niveleuse	0.70	Grader operator	0.70
	<i>par semaine</i>		<i>per week</i>
Vérificateur de matériel et pointeur	\$30.50	Material checker and time-keeper	\$30.50
	<i>l'heure</i>		
Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4e classe. (sans limite de la durée journalière de travail, maximum hebdomadaire 72 heures)	0.78	Wachman, employed also as fireman and required to hold a 4th class certificate (without limitation of the daily hours of work—weekly maximum of 72 hours)	0.78
Gardien sur le chantier (nuit et jour, sans limite de la durée quotidienne de travail, maximum hebdomadaire 72 heures)	0.40	Watchman on job (night and day, without limitation of the daily hours of work, weekly maximum of 72 hours)	0.40
Chauffeur de bouilloire devant posséder un certificat de 4ième classe	0.78	Boiler fireman, required to hold a 4th class certificate	0.78
Porteur d'eau	0.60	Water carrier	0.60
Ratisseur d'asphalte	0.70	Asphalt raker	0.70
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte	0.65	Men committed to the ramming, smoothing and spreading of asphalt	0.65
Préposé à la canalisation, mateur et soudeur	0.65"	Men committed to the piping, caulkers and welders	0.65"
2° Que le paragraphe "k" de l'article XII soit remplacé par le suivant:		2. That subsection "k" of section XII be replaced by the following:	
"k. Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis ci-après mentionnés.		"k) The following wage rates shall be paid to the apprentices in the following trades:	
1) Plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien en tuyauterie, ouvrier-tôlier, charpentier-menuisier, électricien et ferblantier-couvreur.		1. Plumber, steamfitter, pipe mechanic, sheet-metal worker, carpenter, joiner, electrician and tinsmith-roofer:	
1ère année	0.60	1st year	\$0.60
2ième année	0.65	2nd year	0.65
3ième année	0.70	3rd year	0.70
4ième année	0.80	4th year	0.80
2) Peintre, aspergeur, vitrier, décorateur, tapisserie:		2. Painter, sprayer glazier, decorator and paper hanger:	
1ère année	0.60	1st year	0.60
2ième année	0.65	2nd year	0.65
3ième année	0.70	3rd year	0.70
4ième année	0.80	4th year	0.80
3) Briqueteur, maçon, plâtrier:		3. Bricklayer, mason and plasterer:	
1ère année	0.77	1st year	0.77
2ième année	0.82	2nd year	0.82
3ième année	0.87	3rd year	0.87
4ième année	1.02	4th year	1.02
4) Poseurs de brûleurs à l'huile:		4. Oil-burner mechanic:	
1ère année	0.65	1st year	0.65
2ième année	0.75	2nd year	0.75"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 novembre 1947. 20753-0

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 29, 1947. 20753-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le dit décret de la façon suivante:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the shoe industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 3003 of July 31, 1946, have submitted to him a request to amend the said decree in the following manner:

1. L'article 3 dudit décret est modifié:
i. en remplaçant le paragraphe "d" par le suivant:

1. Section 3 of the said decree is amended:
i. by substituting the following for subsection "d":

"d) *Tailleur apprenti.* Tout tailleur d'expérience à la main, assigné au fonctionnement de la découpeuse est réputé apprenti et rémunéré au taux de l'apprenti, 2^{ème} 1200 heures, pendant une durée de 200 heures."

"d) *Apprentice cutter:* Any skilled hand cutter assigned to the operation of the clicking machine is considered as an apprentice and remunerated at the rate of the apprentice, 2nd 1200 hours, for 200 hours.

ii. en ajoutant après le paragraphe "d" les paragraphes "e" et "f":

ii. by adding, after subsection "d", the following subsections "e" and "f".

"e) *Heures de travail.* Le temps de travail pour lequel le salarié a droit au salaire comprend, pour chaque période de travail, outre les heures ou fractions d'heure où il travaille effectivement, les périodes de repos et les heures où il est à la disposition de l'employeur, à l'usine, exception faite du temps alloué pour les repas."

"e) *Hours of work:* Working time for which the employee is entitled to remuneration includes, for each period of work, in excess of the hours or fractions thereof during which he actually works, the rest periods and the hours when he is at the disposal of the employer, in the establishment, with the exception of the time allowed for meals."

"f) *Salaire et demi.* Par salaire et demi, il faut comprendre le salaire qui est effectivement payé à l'employé plus 50% de cette rémunération. Exemple: Si un employé travaille à l'heure au taux de \$1.00, il doit recevoir \$1.50 après 48 heures; s'il travaille à la pièce, au taux de .60 la caisse, il doit recevoir .90 la caisse après 48 heures."

"f) *Time and a half:* Time and a half means the wages actually paid to the employee plus 50% thereof. Example: When an employee is paid on an hourly basis at the rate of \$1.00, he shall receive \$1.50 after 48 hours; when he works on a piece-work basis at the rate of \$0.60 per case, he shall receive \$0.90 per case after 48 hours."

2. L'article 16 est modifié en y ajoutant les mots suivants: "Ces taux s'appliquent à l'article 17."

2. Section 16 is amended by adding to it the following words: "These rates apply to section 17."

3. L'article 18 dudit décret est modifié en remplaçant le paragraphe "b" par le suivant:

3. Section 18 of the said decree is amended by substituting the following for subsection "b":

"b) *Salaire.* Tout contremaître sera payé suivant le taux de la classe 1."

"b) *Wages:* Every foreman shall be paid the rate of class 1."

4. L'article 19 dudit décret est modifié en remplaçant le paragraphe "b" par le suivant:

4. Section 19 of the said decree is amended by substituting the following for subsection "b":

"b) *Salaire.* Le taux horaire est déterminé comme suit:

"b) *Wages:* The hourly rate is determined as follows:

Zone I.37
Zone II.34
Zone III.32"

Zone I.37
Zone II.34
Zone III.32"

5. L'article 21 dudit décret est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

5. Section 21 of the said decree is amended by adding to it the following paragraph:

"Quant aux gardiens, le salaire et demi s'appliquera après soixante (60) heures de travail."

"As for watchmen, time and a half shall apply after sixty (60) hours of work."

6. L'article 23 dudit décret est modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

6. Section 23 of the said decree is amended by adding to it the following paragraphs:

"Dans aucun cas, le taux de l'employé ne pourra être établi sur plus de deux opérations, à savoir les deux opérations majeures qu'il exécute."

"Never shall the rate of the employee be established on more than two operations, i.e. the two major operations which he performs."

"Les opérations mineures feront partie de l'opération majeure la plus rapprochée. Exemple: Si un employé travaille 50% classe 1, 25% classe 3, 15% classe 5, 10% classe 6, son taux sera établi à 50% classe 1 et 50% classe 3, pourvu que ses heures aient été enregistrées conformément aux alinéas ci-dessus."

The minor operations shall be included in the nearest major operation: Example: When an employee works 50% class 1, 25% class 3, 15% class 5, 10% class 6, his rate of pay is established at 50% class 1 and 50% class 3, provided his hours have been registered pursuant to the above paragraphs."

7. L'article 24 dudit décret est modifié:

7. Section 24 of the said decree is amended:

i. en retranchant le paragraphe "b" et le remplaçant par le paragraphe "c";

i. by deleting subsection "b" and substituting therefor subsection "c".

ii. en ajoutant le paragraphe suivant:

ii. by adding the following subsection:

"c) Pour avoir droit à des vacances payées, tout salarié doit avoir été au moins trois (3) mois à l'emploi du même employeur. L'employé qui a été trois (3) mois et plus au service du même employeur a droit à son 2% même s'il ne s'est pas

"c) To be entitled to vacation with pay, every employee must have been in the employ of the same employer for at least three (3) months. The employee who has been three (3) months or more in the service of the same employer is

écoulé trois (3) mois depuis la dernière paie de vacances."

iii. en remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe "d" par le suivant:

"Lorsque le salarié, au cours de l'année qui précède les vacances payées, quitte son emploi après trois (3) mois ou plus de travail, l'employeur doit lui payer, dès son départ, le montant qui lui revient pour vacances."

8. Ledit décret est modifié en ajoutant, après l'article 30, l'article suivant:

"Article 30-A Salaire à la pièce: Le comité paritaire aura le pouvoir de déterminer:

a) qu'un système à la tâche ou au rendement ou tout autre système doit être réputé système à la pièce;

b) que tel employé, travaillant sur système à la tâche ou au rendement ou avec d'autres employés à la pièce, doit être considéré à la pièce, même s'il est payé à l'heure."

9. Le susdit décret est modifié en ajoutant, après l'article 35, l'article suivant:

"Article 35-A Dans le cas de doute ou d'ambiguïté sur l'interprétation du présent décret, la version française prévaudra."

10. L'article 13 du susdit décret est modifié:

i. en remplaçant l'opération 316-3 par la suivante:

"316-3: Monter l'emboitage sur la machine automatique. Cette opération comprend, en plus, arracher les pointes."

ii. en ajoutant dans la définition de l'opération 317-1, à la cinquième ligne, les mots "battre la tige", après les mots "rogner le bout de la tige";

iii. en retranchant l'opération 318-2-A;

iv. l'opération 333-3 "battre la tige" devient 333-3A;

v. en retranchant l'opération 356-3.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 29 novembre 1947. 20755-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la chaussure, établi en exécution du décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1881, du 12 novembre 1947, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er décembre 1947 au 31 août 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-après mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la Chaussure, assujettis au décret numéro 3003 et amendements, doivent payer au Comité paritaire de ladite industrie, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paie pour tous les salariés des deux sexes régis par ledit décret.

entitled to his 2% even if a period of less than three (3) months has elapsed since the last vacation pay."

iii. by substituting the following for the second paragraph of subsection "d":

"When, during the year prior to the vacation with pay, an employee leaves his situation after three (3) months or more of service, the employer shall pay to him, at the time of leaving, the amount owed as vacation pay."

8. The said decree is amended by adding, after section 30, the following section:

"Section 30-A: Piece-work rates: The Parity Committee may decide:

a) that jobbing or production work or any other system be considered as a piece-work system;

b) that such employee working on a jobbing or production basis or with other piece-work employees shall be considered as a piece-work employee even when paid on an hourly basis."

9. The said decree is amended by adding, after section 35, the following section:

"Section 35-A: Should there be any doubt or ambiguity in the interpretation of the present decree, the French version shall prevail."

10. Section 13 of the said decree is amended:

i. by substituting the following for operation 316-3:

"316-3: Lasting heel seat on automatic machine. This operation also includes the pulling out of tacks."

ii. by adding in the definition of operation 317-1, in the fifth line, the words "pounding upper" after the words "trimming toe of upper";

iii. by deleting operation 318-2-A;

iv. by substituting number 333-3A for 333-3 which designates the "pounding upper" operation.

v. by deleting operation 356-3.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 29, 1947. 20755-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Shoe Industry, established under decree number 3003, of July 31, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 1881 of November 12, 1947, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

Assessments

The period of levy extends from December 1, 1947, to August 31, 1948; it shall be laid in the following manner:

a) All professional employers of the shoe industry, governed by decree number 3003 and amendments, shall pay to the Parity Committee of the said industry, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay roll for all persons of both sexes subject to the said decree.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, sont sujets à une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations.

c) Tous les artisans des deux sexes de l'industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, qui travaillent individuellement ou en société, sont sujets à une cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire. Pour les fins de cotisation et de ce règlement, le salaire de chaque artisan qui travaille individuellement ou en société est considéré comme fixé à un montant égal au salaire payé au salarié compagnon le moins rémunéré.

2. Mode de perception

Le ou avant le quinze (15) de chaque mois, les employeurs professionnels doivent transmettre au Comité paritaire, sur des formules fournies par ledit Comité à cette fin, un rapport mentionnant tous les salaires, gages et autres rémunérations pendant le mois précédent à toutes les personnes des deux sexes, à leur emploi, assujetties audit décret. Ce rapport doit être fait sur une formule telle qu'exigée par ledit Comité.

Tous les employeurs professionnels, en faisant ce rapport, doivent remettre au Comité paritaire le montant de leur cotisation calculé de la manière susdite et la cotisation de leurs salariés perçue de la manière ci-après indiquée.

La cotisation des salariés doit être perçue par les employeurs professionnels à même les salaires que ces derniers sont tenus de payer aux dits salariés et être transmise au Comité paritaire de la manière susdite.

Chaque artisan travaillant individuellement ou en société est sous les mêmes obligations que l'employeur professionnel quant au paiement de sa propre cotisation.

3. Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1947, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de la Chaussure pour la période comprise entre le 1er jour de septembre 1947 et le 31ème jour d'août 1948.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE DE LA PROVINCE

Estimé des recettes et des dépenses du 1er septembre 1947 au 31 août 1948.

Recettes:

Cotisations: ($\frac{1}{2}$ de 1% de \$8,000,000.00)	
Employeurs professionnels	\$40,000.00
Salariés	40,000.00
	<hr/>
	\$80,000.00

Dépenses:

Frais généraux	\$ 1,000.00
Frais professionnels et judiciaires	2,400.00
Frais de voyage des délégués y compris les sous-comités	9,000.00
Impression, papeterie et accessoires de bureau	4,000.00
Frais de voyage à des inspecteurs	7,000.00
Agios, intérêt et échange	200.00

b) All employees of both sexes of the shoe industry, governed by the decree number 3003, and amendments, shall pay an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, earnings or other remunerations.

c) All artisans of both sexes in the shoe industry, governed by decree number 3003, and amendments, working individually or in partnership are subject to an assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% on their wages. For the purposes of the levy and of this by-law, the wages of each artisan working individually or in partnership are considered as being fixed to an amount equal to the wages paid to the journeyman employee receiving the lowest rate of pay.

2. Mode of collection

On or before the fifteenth (15) of each month, all professional employers shall transmit to the Parity Committee (on forms furnished for this purpose by the said committee) a report indicating all wages, earnings and other remunerations paid during the preceding month to all persons of both sexes, in their employ, governed by the said decree. Such report shall be made on a form as required by the said committee.

All professional employers, in making such report, shall remit to the Parity Committee the amount of their assessments calculated as above and the assessments of their employees collected as follows.

The employees' assessments shall be collected by the professional employers from the wages which they pay to the said employees and shall be sent to the Parity Committee as above mentioned.

Every artisan working individually or in partnership is under the same obligations as the professional employer for the payment of his own assessment.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: December 31, 1947, March 31, June 30 and September 30, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Shoe Industry, for the period between the 1st day of September, 1947 and the 31st day of August 1948.

JOINT COMMITTEE OF THE SHOE INDUSTRY OF THE PROVINCE

Estimated receipts and disbursements from September 1st, 1947 to August 31, 1948.

Receipts:

Assessments: ($\frac{1}{2}$ of 1% of \$8,000,000.00):	
Professional employers	\$40,000.00
Employees	40,000.00
	<hr/>
	\$80,000.00

Disbursements:

General expenses	\$ 1,000.00
Professional and judicial fees	2,400.00
Travelling expenses of delegates, sub-committees included	9,000.00
Stationery, printing and office accessories	4,000.00
Travelling expenses — inspectors	7,000.00
Agios, interest and exchange	200.00

Loyer, éclairage	1,200.00	Rent, Electricity	1,200.00
Taxes d'affaires et d'eau	50.00	Business and water taxes	50.00
Mauvaises créances	100.00	Bad credits	100.00
Assurance et frais de cautionnement	300.00	Insurance and security bonds	300.00
Poste, téléphone et télégraphe	1,800.00	Postage, telephone and telegraph	1,800.00
Salaires	33,950.00	Salaries	33,950.00
Institut de la Chaussure	15,000.00	"Institut de la Chaussure" — Occu- pational training	15,000.00
Formation professionnelle	4,000.00	Negotiation Committee	4,000.00
Comité de négociation	4,000.00		
	<hr/>		<hr/>
	\$80,000.00		\$80,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, ce 29 novembre 1947. 20742-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour.
Quebec, November 29, 1947. 20742-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 765, du 13 mai, 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 1906 du 19 novembre 1947, section "C", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 28 novembre 1947 au 28 novembre 1948 et s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paie;

b) les salariés assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération;

c) les artisans assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire pas plus tard que le mercredi de la semaine suivant l'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Parity Committee of the Automobile Industry, district of Québec, formed under decree number 765, of May 13th, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 1906, of November 19, 1947, part "C", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the following method and rate:

1. Assessments

The period of levy extends from November 28th, 1947, to November 28th, 1948, and applies as follows:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll;

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

c) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for a journeyman-employee.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the wages paid during the week and the amounts sent to the Parity Committee. The Professional employer shall see to it that such reports be filled out and forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the amounts owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee not later than the Wednesday of the week following the expiration of the period for which the said report is requirable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall

rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 décembre 1947, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de l'Automobile, district de Québec, pour la période se terminant le 28 novembre 1948.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTO-MOBILE, DISTRICT DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 28 novembre 1947 et le 28 novembre 1948.

Recettes:

Cotisations (1/2 de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 7,200.00
Salariés	7,200.00
Artisans	600.00
	<hr/>
	\$15,000.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire	2,860.00
Salaire sténographe	700.00
Salaire des inspecteurs	3,640.00
Dépenses, voyages du secrétaire et des inspecteurs	1,800.00
Frais de déplacement du président et des membres	1,200.00
Loyer du bureau et téléphone	1,300.00
Frais légaux	1,200.00
Vérification des livres	300.00
Papeterie, timbres, etc.	600.00
Dépenses du bureau des examinateurs	400.00
Jetons de présence	400.00
Dépenses diverses	600.00
	<hr/>
	\$15,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 29 novembre 1947. 20743-o

submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: December 31st, 1947, March 31st, June 30th, and September 30th, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry, district of Quebec, for the period ending November 28th, 1948.

PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY, DISTRICT OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 28th, 1947, and November 28th, 1948.

Receipts.

Assessments (1/2 of 1%):

Professional Employers	\$ 7,200.00
Employees	7,200.00
Artisans	600.00
	<hr/>
	\$15,000.00

Disbursements.

Salary of the secretary	\$ 2,860.00
Stenographer's salary	700.00
Inspectors' salaries	3,640.00
Travelling expenses of secretary and inspectors	1,800.00
Travelling expenses of chairman and members	1,200.00
Office rent and telephone	1,300.00
Legal fees	1,200.00
Audition of the books	300.00
Stationery, postage, etc.	600.00
Expenses of the Board of Examiners	400.00
Attendance fees	400.00
Miscellaneous	600.00
	<hr/>
	\$15,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 29, 1947. 20743-o

Département du Trésor
Assurances

Avis est donné par les présentes que les membres de Guglioniana Mutual Benefit Association, société de secours mutuels, ont, lors d'une assemblée générale spéciale tenue le 9 novembre 1947, décidé de la liquidation de la société dans les trente (30) jours qui suivront la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le liquidateur nommé est monsieur R. Lefebvre, domicilié à 7026, rue Papineau, Montréal. Tous les créanciers de cette société de secours mutuels devront, par conséquent, produire dans les trente (30) jours leur créance et la preuve d'icelle.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 18 novembre 1947.

L'Inspecteur des sociétés de secours mutuels,

GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

20860-47-2-o

Treasury Department
Insurance

Notice is hereby given that the members of Guglioniana Mutual Benefit Association, a mutual benefit society, have decided, at a special general meeting held on November 9, 1947, to wind up the society within the thirty (30) days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

The liquidator appointed is Mr. R. Lefebvre, domiciled at 7026, Papineau Street, Montreal. All the creditors of this Mutual Benefit Society shall therefore produce within the above named thirty (30) days their claim and proof of same.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, on the 18 of November, 1947.

The Inspector of Mutual Benefit Associations,

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

20860-47-2-o

Greffes de Notaires

Notarial Records

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 5 novembre 1947, d'accorder à Me Alfred Beaudry, notaire, demeurant et pratiquant à St-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Rodrigue Elie, notaire décédé, qui pratiquait à St-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette, et des greffes de Hector Champagne et J. A. Gadoury, dont Me Rodrigue Elie était cessionnaire.

Québec, ce 21 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in Council dated November 5, 1947, to grant to Me Alfred Beaudry, notary, residing and practising at St-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Rodrigue Elie, deceased notary, who practised at St-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette, and the records of Hector Champagne and J. A. Gadoury, whereof Me Rodrigue Elie was assignee.

Quebec, November 21st, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur, le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par Me Roch Brunet, notaire, demeurant à Outremont et pratiquant à Montréal, par laquelle il demande la rétrocession, en sa faveur, de ses propres minutes, répertoire et index dont Me Alphonse Senay, notaire, à Montréal, était devenu cessionnaire.

Québec, 24 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20707-o **JEAN BRUCHÉSI.**

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Roch Brunet, notary, residing in Outremont and practising in Montreal, whereby he asks for the re-assignment, in his favour, of his own minutes, repertory and index, whereof Me Alphonse Senay, notary, at Montreal, had become assignee.

Quebec, November 24, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20707 Under Secretary of the Province.

Lettres patentes

Letters Patent

Canada,
Province de **EUG. Fiset**
Québec.
[L. S.]

Canada,
Province of **EUG. Fiset**
Quebec.
[L. S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

LETTRES PATENTES

LETTERS PATENT

ATTENDU que la Loi des cités et villes décrète que le Lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patente, après l'accomplissement des formalités prescrites, le territoire d'une municipalité de village en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

WHEREAS the Cities and Towns Act enacts that the Lieutenant-Governor in Council may erect by letters patent, after fulfilment of the formalities prescribed, the territory of a village municipality into a town municipality, if it contains a population of at least two thousand souls;

ATTENDU que le conseil de la municipalité du village de Mistassini, dans le comté de Roberval, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 4 octobre 1947, Nous a présenté une requête demandant que le territoire de la dite municipalité du village de Mistassini soit érigé en municipalité de ville, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la section 15 du chapitre 233 des Statuts refondus de Québec, 1941;

WHEREAS the council of the municipality of the village of Mistassini, in the county of Roberval, in conformity with a resolution duly adopted at its meeting of the 4th of October, 1947, has presented to Us a petition requesting that the territory of the said municipality of the village of Mistassini be erected into a town municipality, in accordance with the provisions of paragraph 3 of section 15 of chapter 233 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled.

ATTENDU que la population de la municipalité du village de Mistassini établie par le recensement fait conformément à la Loi est de deux mille cent soixante-sept âmes;

WHEREAS the population of the municipality of the village of Mistassini established by the census taken according to law, is two thousand on hundred and sixty-seven souls;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un dé-

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an order dat-

cret en date du 12 novembre 1947, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Le territoire actuel de la municipalité du village de Mistassini, comprenant, en référence au cadastre officiel du canton de Dolbeau, les lots 5A, 5B, 6, 7, 8 et une partie du lot 12 du rang X avec toutes leurs subdivisions présentes et à venir et dont les limites se décrivent comme suit, à savoir: partant du point d'intersection de la gauche de la rivière Mistassibi avec la ligne séparative des lots 12 et 13 du rang X; de là, toujours en référence au susdit cadastre officiel, la dite ligne séparative des lots 12 et 13 du rang X jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 8 et 9 du même rang; le dit prolongement et la dite ligne séparative des lots 8 et 9 du rang X prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Mistassibi; de là le dit axe de la rivière Mistassibi jusqu'au confluent de la rivière Mistassibi et l'axe de cette dernière rivière jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 12 et 13 du rang X et enfin ce dernier prolongement jusqu'au point de départ; lequel territoire sera érigé en municipalité de ville sous le nom de "ville de Mistassini".

La municipalité de la ville de Mistassini sera divisée en six quartiers et l'endroit de la première session générale du conseil aura lieu dans la salle paroissiale de la municipalité."

Le conseil de la dite municipalité sera composé d'un maire et de six échevins, un échevin représentant chaque quartier.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20727-o

ed November 12, 1947, We hereby declare that the following territory, to wit:

The actual territory of the municipality of the village of Mistassini, comprising, with reference to the official cadastre for the township Dolbeau, lots 5A, 5B, 6, 7 8 and a part of lot 12 of range X with all their subdivisions present and future and whereof the limits are described as follows, to wit: starting from the point of intersection of the left bank of the Mistassibi river with the division line of lots 12 and 13 of range X; thence, always with reference to the aforesaid official cadastre, the said division line of lots 12 and 13 of range X up to the prolongation of the division line of lots 8 and 9 of the same range; the said polongation and the said division line of lots 8 and 9 of range X extended as far as the axis of the Mistassibi river; thence, the said axis of the Mistassibi river to the confluence of the Mistassibi river and the axis of this latter river as fas as the prolongation of the division line of lots 12 and 13 of range X, and finally this last prolongation up to the starting point; the said territory to be erected into a town municipality under the name of "Town of Mistassini".

The municipality of the Town of Mistassini to be divided into six wards and the first general meeting of the Council will be held in the parish hall of the municipality.

The council of the said municipality will be composed of a mayor and six aldermen, one alderman representing each ward.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREFORE, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D. S.O., M.D. Lieutenant-Governor of Our Said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, thistwentieth day of Novgimber, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20727

Liquidation, avis de

Avis est donné qu'à une assemblée générale spéciale tenue le 24 octobre 1947, à Arvida, au siège social de la coopérative "La Sociale", à 8.00 p.m., après avoir été dûment convoquée, il a été dûment proposé par M. Henri Turbide, secondé par M. Henri Reny et résolu unanimement que le syndicat soit liquidé et que MM. Pierre-E. Laberge et R. Ernest Lefavre soient nommés liquidateurs et autorisés à disposer des actifs de la coopérative, le tout en conformité avec l'article 30 de la Loi des syndicats coopératifs, étant le chapitre 290 des Statuts refondus de Québec, 1941.

Le présent avis est donné en conformité avec l'article 9, chapitre 278 des Statuts refondus de Québec, 1941, savoir la "Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social.

Québec, 25 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20716-o

Winding up Notice

Notice is hereby given that at a special general meeting held on the 24th of October, 1947, at Arvida, at the head office of the cooperative syndicate "La Sociale", at 8.00 p.m., after having been duly called, it was duly moved by Mr. Henri Turbide, seconded by Mr. Henri Reny and unanimously resolved that the syndicate be wound-up and that Messrs. Pierre E. Laberge and R. Ernest Lefavre be appointed liquidators and be authorized to dispose of the assets of the cooperative, the whole in conformity with section 30 of the Cooperative Syndicates Act, being chapter 290 of the Revised Statutes of Québec, 1941.

The present notice is given in conformity with section 9, chapter 278 of the Revised Statutes of Québec, 1941, namely the Winding-up Act.

Québec, November 25, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20716

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le QUATORZE JANVIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, à Québec, ce TREIZIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante-sept et de Notre règne le onzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,

20627-46-9-0

ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'une partie de territoire soit détachée de la municipalité de Saint-Georges-Est et soit annexée à la municipalité de la paroisse de Saint-Philibert-de-Beauce; qu'une partie de territoire soit détachée de la municipalité de la paroisse de Saint-Philibert-de-Beauce et soit annexée à la municipalité de Saint-Georges-Est;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominion beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec:

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislative of the Province of Quebec for the dispatch of business. We hereby convene you for the FOURTEEN'TH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this THIRTEENTH day of the month of NOVEMBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery,

20627-46-9-0

at Québec.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General, { WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that a part of territory be detached from the municipality of Saint-Georges-Est and be annexed to the municipality of the parish of Saint-Philibert-de-Beauce that a part of territory be detached from the municipality of the parish of Saint-Philibert-de-Beauce and be annexed to the municipality of Saint-Georges-Est;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 5 novembre 1947 et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire se composant des lots 674 et 674A et 718 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Georges, lequel territoire sera, quant au lot 718, détaché de la municipalité de Saint-Georges-Est et annexé à la municipalité de la paroisse de Saint-Philibert-de-Beauce, et quant aux lots 674 et 674A détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Philibert-de-Beauce et annexé à la municipalité de Saint-Georges-Est; telles annexions devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

20711-0 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi. A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général.

L. DÉSILETS, ATTENDU que l'Honorable Ministre des Terres et Forêts de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan de la ville de Noranda, subdivision d'une partie des Blocs 3 et 63, (comprenant les lots 1359 à 1660), division d'enregistrement de Temiscamingue;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre Province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des Terres et Forêts;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated November 5, 1947, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory consisting of lots 674 and 674A and 718 of the official cadastre for the parish of Saint-Georges, the said territory to be, as regards lot 718, detached from the municipality of Saint-Georges-Est and annexed to the municipality of the parish of Saint-Philibert-de-Beauce, and as regards lots 674 and 674A, detached from the municipality of the parish of Saint-Philibert-de-Beauce and annexed to the municipality of Saint-Georges-Est; such annexations to take effect as from the first of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twelfth day of November, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command,

20711 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forest of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec 1941, section 2, chapter 320), a plan of the town of Noranda, subdivision of part of Blocks 3 and 63 (comprising lots 1359 to 1660), registration division of Temiscamingue;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan mentioned above, has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Department of Lands and Forests;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre Province de Québec deviendront en force, relativement à cette partie de la ville de Noranda, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre Province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOINS: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de notre Province de Québec, ce cinquième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
20710-o JEAN BRUCHÉSI.

WHEREAS pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of the said plan and of the book of reference have been filed in the office of the Registration Division Temiscamingue:

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned, in the office of the Registration Division to which it belongs, as mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette* the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting that part of the town of Noranda, in the Registration Division of Temiscamingue, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to renew within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-SOJEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O. M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifth day of November, in the year of Our Lord One thousand nine hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command,

20710 " JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Head offices

AVIS DE LA SITUATION DE BUREAU PRINCIPAL

Avis est donné par la compagnie Kent House Hotel Limited constituée en corporation par Lettres Patentes en vertu des lois de la Province de Québec le 16 septembre 1947 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, à établi son bureau au N° 126, rue St-Pierre, chambres 31-32 dans la dite cité.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 25ième jour de novembre 1947.

(Seau)

20717-o Le Secrétaire,
RICHARD-R. ALLEYN.

NOTICE OF THE SITUATION OF THE HEAD OFFICE

Notice is hereby given that Kent House Hotel Limited, incorporated by Letters Patent under the laws of the Province of Quebec on the 16th day of September 1947, and having its head office in the City of Quebec, has established its office at 126, St. Peter Street, rooms 31-32 in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Quebec City, this 25th day of November, 1947.

(Seal)

20717-o RICHARD R. ALLEYN.
Secretary.

NEMROD MINING CO. LTD.
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement N° 50

Qu'il soit décrété comme règlement de la compagnie "Nemrod Mining Co. Ltd." (Libre de responsabilité personnelle):

Que le siège social de la compagnie soit et il est par les présentes changé de Val d'Or, P.Q., à Montréal, P.Q.

Certifiée copie conforme.

Le Président,

ALBERT BERTRAND,

Le Secrétaire,

RENÉ CHÉNEVERT.

20708

NEMROD MINING CO. LTD.
(No personal Liability)

By-Law No. 50

Be it enacted as a by-law of Nemrod Mining Co. Ltd. (No Personal Liability):

That the Head Office of the Company be and the same is hereby changed from Val d'Or, P. Q., to Montreal, P.Q."

Certified True Copy.

ALBERT BERTRAND,

President,

RENÉ CHÉNEVERT,

Secretary.

20707-o

Avis est donné que la compagnie "Boston Molasses Company", qui a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a établi le siège social de la compagnie dans la province de Québec comme étant a/s Gordon Allen, 1461, rue Parthenais, en la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24e jour de novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI.

20744

Notice is hereby given that "Boston Molasses Company", which has been authorized to carry on business in the Province of Quebec, has established the principal office of the Company in the Province of Quebec as being c/o Gordon Allen, 1461 Parthenais Street, in the City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of November, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

20744-o

Soumissions

Tenders

Canada — Province de Québec

Canada — Province of Quebec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE STE-AGATHE-DES-MONTS COMTÉ DE TERREBONNE

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF STE-AGATHE-DES-MONTS, COUNTY OF TERREBONNE

Avis est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures le l'après-midi, mercredi le dix décembre 1947, pour l'achat de \$140,000.00 d'obligations des Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la Ville Ste-Agathe-des-Monts, Comté de Terrebonne, datées du 1er janvier 1948 et remboursables en séries du premier janvier 1949 au premier janvier 1968 inclusivement, avec intérêt n'excedant pas 3% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année, comme suit;

Notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon, on Wednesday the tenth of December, 1947, for the purchase of \$140,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the town of Ste Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, dated January 1st, 1948, and redeemable serially, from the first of January, 1949, to the first of January, 1968, inclusively, with interest not exceeding 3% per annum, payable semi-annually, on the 1st of January and 1st of July of each year, as follows:

Tableau de remboursement — \$140,000.00 — 20 ans

Table of redemption \$140,000, 20 years 3%

	3%
1er janvier 1949	x\$10,700.00
1er janvier 1950	x 11,100.00
1er janvier 1951	x 11,400.00
1er janvier 1952	x 11,700.00
1er janvier 1953	x 12,100.00
1er janvier 1954	4,500.00
1er janvier 1955	4,600.00
1er janvier 1956	4,700.00
1er janvier 1957	4,900.00
1er janvier 1958	5,000.00
1er janvier 1959	5,200.00
1er janvier 1960	5,300.00
1er janvier 1961	5,500.00
1er janvier 1962	5,600.00
1er janvier 1963	5,800.00
1er janvier 1964	6,000.00
1er janvier 1965	6,200.00
1er janvier 1966	6,400.00
1er janvier 1967	6,600.00
1er janvier 1968	6,700.00

January 1st 1949	x\$10,700.00
January 1st 1950	x 11,100.00
January 1st 1951	x 11,400.00
January 1st 1952	x 11,700.00
January 1st 1953	x 12,100.00
January 1st 1954	4,500.00
January 1st 1955	4,600.00
January 1st 1956	4,700.00
January 1st 1957	4,900.00
January 1st 1958	5,000.00
January 1st 1959	5,200.00
January 1st 1960	5,300.00
January 1st 1961	5,500.00
January 1st 1962	5,600.00
January 1st 1963	5,800.00
January 1st 1964	6,000.00
January 1st 1965	6,200.00
January 1st 1966	6,400.00
January 1st 1967	6,600.00
January 1st 1968	6,700.00

X — comprend un octroi de \$40,000 payable \$8,000 par année pour les cinq premières années, promis par le Secrétaire de la province.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Ste-Agathe-des-Monts.

Les obligations seront émises en coupures de \$100.00 ou de multiples de \$100.00.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair à toutes échéances d'intérêt.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'Écoles qui sera tenue le mercredi dixième jour de décembre, mil neuf cent quarante-sept, à huit heures du soir, au bureau du soussigné.

Les commissaires ne s'engagent pas à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Sainte-Agathe-des-Monts, ce douzième jour du mois de novembre, mil neuf cent quarante-sept.

20655-47-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
GEO. LIBOIRON.

Province de Québec
—
VILLE DE COATICOOK

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et marquées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'au 11 décembre 1947 à 4 heures de l'après-midi pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de \$33,000 à 25 ans, datée du 1er novembre 1947, autorisée par le règlement N° 359.

Lesdites obligations porteront intérêt au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée aux taux soumis n'excédant pas 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. L'intérêt sera payable les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le tableau d'amortissement du capital est le suivant:

Date	Capital
1er novembre 1948	\$1,000.00
1er novembre 1949	1,000.00
1er novembre 1950	1,000.00
1er novembre 1951	1,000.00
1er novembre 1952	1,000.00
1er novembre 1953	1,000.00
1er novembre 1954	1,000.00
1er novembre 1955	1,000.00
1er novembre 1956	1,000.00
1er novembre 1957	1,500.00
1er novembre 1958	1,500.00
1er novembre 1959	1,500.00
1er novembre 1960	1,500.00
1er novembre 1961	1,500.00
1er novembre 1962	1,500.00
1er novembre 1963	1,500.00
1er novembre 1964	1,500.00
1er novembre 1965	1,500.00
1er novembre 1966	1,500.00
1er novembre 1967	1,500.00
1er novembre 1968	1,500.00
1er novembre 1969	1,500.00
1er novembre 1970	1,500.00
1er novembre 1971	1,500.00
1er novembre 1972	1,500.00

The letter "x" includes a grant of \$40,000, payable 8,000 per annum, for the first five years, promised by the Department of the Provincial Secretary.

Capital and interest are payable at the bank, mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Ste-Atathe-des-Monts.

The bonds shall be issued in denominations of \$100 or multiples of \$100.

These bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of delivery.

The bonds will be opened and taken into consideration at a meeting of the School Commissioners, to be held on Wednesday, the tenth day of December, one thousand nine hundred and forty-seven, at eight o'clock in the evening at the office of the undersigned.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Sainte-Agathe-des-Monts, this twelfth day of the month of November, one thousand nine hundred and forty-seven.

20655-47-2

GEO. LIBOIRON,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec
—
TOWN OF COATICOOK

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until December 11th 1947 at 4 o'clock p.m. for the purchase of an issue of bonds totalling \$33,000 at 25 years, dated November 1st, 1947, authorized by By-law No. 359.

The said bonds will bear interest optionally at the submitted rates not exceeding 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. The interest will be payable on the 1st of May and the 1st of November of each year. The table of redemption of capital is as follows:

Date	Capital
November 1st, 1948	\$1,000.00
November 1st, 1949	1,000.00
November 1st, 1950	1,000.00
November 1st, 1951	1,000.00
November 1st, 1952	1,000.00
November 1st, 1953	1,000.00
November 1st, 1954	1,000.00
November 1st, 1955	1,000.00
November 1st, 1956	1,000.00
November 1st, 1957	1,500.00
November 1st, 1958	1,500.00
November 1st, 1959	1,500.00
November 1st, 1960	1,500.00
November 1st, 1961	1,500.00
November 1st, 1962	1,500.00
November 1st, 1963	1,500.00
November 1st, 1964	1,500.00
November 1st, 1965	1,500.00
November 1st, 1966	1,500.00
November 1st, 1967	1,500.00
November 1st, 1968	1,500.00
November 1st, 1969	1,500.00
November 1st, 1970	1,500.00
November 1st, 1971	1,500.00
November 1st, 1972	1,500.00

Le capital et les intérêts seront payables à la banque mentionnée dans les règlements d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Coaticook.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, aux dates de l'échéance de l'intérêt, sous l'autorité du chap. 212 des S.R.Q. 1941. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les dates les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou non l'intérêt couru.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 11 décembre 1947 à l'hôtel de ville, à 7.30 de l'après-midi ou aussitôt que le conseil pourra le faire.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Coaticook, le 14 novembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

20686-47-3-o

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedures at Montreal, Quebec or at Coaticook.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under authority of Chap. 212, of the R.S.Q. 1941. However, if said redemption be partial, it shall be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on December 11th 1947 at 7.30 p.m. at the Town Hall or as soon thereafter as the Council can do so.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the Tenders.

Coaticook, November 14, 1947.

ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

20686-47-3-o

DEMANDE DE SOUMISSIONS

CALL FOR TENDERS

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE HOWICK
COMTÉ DE CHATEAUGUAY

PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY OF HOWICK,
COUNTY OF CHATEAUGUAY

Avis public est, par les présentes donné, que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à six heures de l'après-midi, lundi, le 15e jour du mois de décembre 1947, pour l'achat d'une émission de \$195,000 d'obligations des Commissaires d'Écoles Protestantes pour la municipalité de Howick, datées du 2 janvier 1948 et rachetables en séries, du 2 janvier 1949 au 2 janvier 1968 inclusivement, l'intérêt payable semi-annuellement le 2 janvier et le 2 juillet de chaque année.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until six o'clock in the after-noon, Monday the 15th day of the month of December 1947, for the purchase of an issue of \$195,000 of bonds of the Protestant School Commissioners for the municipality of Howick, dated January 2, 1948 and redeemable serially from January 2, 1949 to January 2, 1968 inclusively, the interest payable semi-annually on the 2nd of January and on the 2nd of July of each year.

Les dites soumissions peuvent être faites pour des obligations portant intérêt à un taux n'excédant pas 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant les échéances.

Said tenders may be made for bonds bearing interest at a rate not exceeding 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities.

Tableau de Rachat — \$195,000 — 20 ans

Année	Capital
2 janvier 1949.	x \$25,500.00
2 janvier 1950.	x 26,500.00
2 janvier 1951.	x 27,000.00
2 janvier 1952.	3,000.00
2 janvier 1953.	3,000.00
2 janvier 1954.	3,000.00
2 janvier 1955.	3,000.00
2 janvier 1956.	3,000.00
2 janvier 1957.	3,000.00
2 janvier 1958.	3,500.00
2 janvier 1959.	3,500.00
2 janvier 1960.	3,500.00
2 janvier 1961.	3,500.00
2 janvier 1962.	4,000.00
2 janvier 1963.	4,000.00
2 janvier 1964.	4,000.00
2 janvier 1965.	4,000.00
2 janvier 1966.	4,500.00
2 janvier 1967.	4,500.00
2 janvier 1968.	59,000.00

Table of redemption — \$195,000.00 — 20 years

Year	Capital
January 2nd 1949	x \$25,500.00
January 2nd 1950	x 26,500.00
January 2nd 1951	x 27,000.00
January 2nd 1952	3,000.00
January 2nd 1953	3,000.00
January 2nd 1954	3,000.00
January 2nd 1955	3,000.00
January 2nd 1956	3,000.00
January 2nd 1957	3,000.00
January 2nd 1958	3,500.00
January 2nd 1959	3,500.00
January 2nd 1960	3,500.00
January 2nd 1961	3,500.00
January 2nd 1962	4,000.00
January 2nd 1963	4,000.00
January 2nd 1964	4,000.00
January 2nd 1965	4,000.00
January 2nd 1966	4,500.00
January 2nd 1967	4,500.00
January 2nd 1968	59,000.00

Le x indique les versements d'un octroi, au montant total de \$75,000 promis aux Commissaires d'Écoles Protestantes pour la municipalité de Howick, par le Secrétaire de la Province.

The x indicates instalments of a grant to the total amount of \$75,000 promised to the Protestant School Commissioners for the municipality of Howick by the Provincial Secretary.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la pro-

cedure referred to in the loan procedure at Montreal,

cédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Howick. Les obligations seront en coupures de \$500 ou des multiples de \$500.

Lesdites obligations sont émises sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941, et peuvent être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant du présent emprunt et devra spécifier si l'intérêt accru sur les obligations au temps de leur livraison est compris ou non dans le prix de la soumission.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une assemblée des Commissaires d'Écoles Protestantes pour la municipalité de Howick devant être tenue le quinze du mois de décembre 1947, à 7.30 heures du soir, à la Salle du Conseil, Howick.

Les Commissaires d'Écoles Protestantes pour la municipalité de Howick ne s'engageant à accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Howick (Chateauguay), le 26e jour du mois de novembre 1947.

20745-48-2

Le Secrétaire-trésorier,
THOS. T. GEBBIE.

Quebec or Howick. The bonds to be issued in denominations of \$500 or multiples of \$500.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds, at the time of their delivery, is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant School Commissioners for the municipality of Howick to be held on the fifteenth of the month of December 1947, at 7.30 o'clock in the afternoon, at the Town Hall, Howick.

The Protestant School Commissioners for the municipality of Howick do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Howick (Chateauguay) this 26th day of the month of November 1947.

20745-48-2-o

THOS. T. GEBBIE,
Secretary-Treasurer.

Ventepar licitation

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 252,866.

AVIS DE LICITATION (1047 C.P.C.)

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 16 septembre 1947, dans une cause portant le N° 252,866 des dossiers de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, dans laquelle René Deschamps, électricien du village de Richelieu, district de St-Hyacinthe, est demandeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

A) Un emplacement situé au village de Chambly-Bassin, district de Montréal, connu et désigné sous le N° dix-neuf (19) de la subdivision du lot originaire, cent vingt-trois (123-19) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Chambly-Bassin, mesurant quatre-vingt dix pieds de largeur en front sur la rue Bourgogne par cent soixante-trois pieds de profondeur avec maison et autres bâtisses dessus construites.

B) Une petite lisière de terrain située audit village de Chambly-Bassin, formant partie du lot originaire cent vingt-trois (P-123) aux plan et livre de renvoi officiels dudit village, et borné en front par un chemin public connu sous le nom de Fréchette, en arrière par une coulée séparant cette lisière de terre du terrain appartenant à Mme Veuve Pierre Lajeunesse, d'un côté l'emplacement ci-dessus désigné et de l'autre côté par le reste dudit lot appartenant à Victor Lareau.

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, MARDI, le 16 DECEMBRE 1947, Cour tenante, à 10.15 hres A.M., dans la salle d'audience N° 31 ou dans toute autre salle désignée par la Cour, au Palais de Justice de Montréal; le tout en bloc suivant jugement rendu le 20 octobre 1947, par l'hon. Juge Campbell, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des Charges

Sale by Licitacion

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 252,866.

NOTICE OF LICITATION (1047 C.C.P.)

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on sixteenth day of September 1947, in a cause bearing No. 252,866 of the briefs of the Superior Court for the district of Montreal herein René Deschamps, electrician, of the village of Richelieu, district of St-Hyacinthe, is plaintiff, ordering the licitation of the immoveables described as follows:

A) A lot of land situated in the Village of Chambly-Bassin, district of Montreal, known and designated as being subdivision nineteen of the original lot one hundred and twenty-three (123-19) on the official plan and book of reference for the village of Chambly-Bassin, measuring ninety feet large in front on Bourgogne Street, by one hundred and sixty-three feet in depth with the building thereon erected.

B) A small stretch of land situated in the said village of Chambly-Bassin, forming part of the original lot one hundred and twenty-three (P-123) on the official plan and book of reference of the said village and bounded in front by a public road known under the name of Fréchette, in back by a ditch separating this stretch of land, from the property belonging to the widow Mrs Pierre Lajeunesse, on one side by the property here-in-above described and on the other side by the balance of the said lot belonging to Victor Lareau.

The properties above, described will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on TUESDAY, the SIXTEENTH day of DECEMBER 1947, at TEN-FIFTEENTH o'clock in the forenoon by the said Court in room 31, in the Court House, at Montreal, or in any other room of the said Superior Court designated by the judge for the said sale, the whole "en bloc" according to the judgment rendered on the

déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire, suivant la loi.

Tout enchérisseur devra déposer au bureau du protonotaire de cette cour, au moment de son offre ou enchère, la somme de quinze cents dollars (\$1,500) en acompte du prix d'adjudication, Montréal, le 7 novembre 1947.

Le Procureur du demandeur,
EDOUARD BERNARD.
20624-46-2-o

twentieth day of October 1947, by the Hon. Justice Campbell, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand five hundred dollars must be made by each bidder with every bid. Montreal, November 7th, 1947.

EDOUARD BERNARD,
Attorney for plaintiff.
20624-46-2-o

Vente pour taxes

Province de Québec

CITÉ DE SHERBROOKE

VENTE DE PROPRIÉTÉS POUR TAXES

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Greffier de la Cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 79, nord, rue Wellington, dans la dite, Cité LUNDI, le QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE 1947, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Nom des propriétaires. — Numéro du cadastre.
Charbonneau, Mme Arthur. — 60, sub. 8, Quartier Ouest;
Duncan's Limited. — 245, sub. 7, Quartier Ouest;
Lamothe, Mme Léon. — 128, sub. 1537, Quartier Ouest;
Lamothe, Mme Léon. — 129, sub. 1537, Quartier Ouest
Riverside Realty Company. — 191, 204, 217, 230, 243, 255, 257, 265, 278, 293, 311, 325, 327 et 328, sub. 899, Quartier Est.
Les immeubles susdits sont tous décrits aux plan officiel et livre de renvoi de la Cité de Sherbrooke.

Donné en la Cité de Sherbrooke, ce dix-huitième jour de novembre, 1947.

Le Greffier de la cité,
ANT. DESLAURIERS.
20687-47-2-o

Sale for Taxes

Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE

SALE OF PROPERTIES FOR TAXES

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of Sherbrooke, that the hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the City Hall, 79 Wellington Street North, in the said City, on MONDAY the FIFTEENTH day of DECEMBER 1947, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interest and costs incurred thereon, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale:

Name of property owners. — Cadastral Number.
Charbonneau, Mrs. Arthur. — 60 sub. 8, West Ward;
Duncan's Limited. — 245 sub. 7, West Ward;
Lamothe, Mrs. Leon. — 128 sub. 1537, West Ward;
Lamothe, Mrs. Leon. — 129 sub. 1537, West Ward;
Riverside Realty Company. — 191, 204, 217, 230, 243, 255, 257, 265, 278, 293, 311, 325, 327 and 328, sub. 899, East Ward.

The above immovables are all described on the Official Plan and Book of References of the City of Sherbrooke.

Given at the City of Sherbrooke, this 18th day of November 1947.

ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.
20687-47-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 2103. { ALFRED LAMAR-CHE, journaliste de la ville de Farnham, district de Bedford, demandeur vs DAME EVA

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 2103. { ALFRED LAMAR-CHE, laborer, of the town of Farnham, district of Bedford, plaintiff; vs DAME EVA GLA-

GLADU, de Central Falls, dans l'État Rhode-Island, un des États-Unis d'Amérique épouse séparée de biens de Foméo Galarneau, du même lieu, ledit Roméo Galarneau, pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Un emplacement situé dans la ville de Farnham, district de Bedford, connu et désigné sous le no. 215 des plan et livre de renvoi officiel de la dite ville de Farnham, avec bâtisses y érigées."

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Romuald de Farnham, à Farnham, dit district, MERCREDI, le DIX DÉCEMBRE 1947, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Sweetzburg, Qué.,
30 octobre 1947.
[Première insertion, 8 novembre 1947]

Le Shérif,
A. ST-MARTIN.

20564-45-2-0

DU, of Central Falls, in the State of Rhode Island, one of the United States of America, wife separate as to property of Roméo Galarneau, of the same place, the said Roméo Galarneau, to authorize his said wife for the purposes hereof, defendant.

As belonging to the defendant:

An emplacement situate in the town of Farnham, district of Bedford, known and designated under No. 215 on the official plan and in the book of reference for the said town of Farnham—with buildings thereon erected.

To be sold, at the Catholic church door of the parish of St-Romuald de Farnham, at Farnham, said district, on WEDNESDAY, the TENTH of DECEMBER, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Sweetzburg, Que.,
October 30, 1947.
[First insertion, November 8, 1947]

A. ST-MARTIN,
Sheriff.

20564-45-2

JOLIETTE

Cour supérieure — Province de Québec

District de Montréal, { THE COMMERCIAL ACCEP-
TANCE CORPORATION
N° 250368. { LIMITED, corps politique et incor-
poré, dûment incorporé, ayant son bureau
chef et sa principale place d'affaires dans les cité
et district de Montréal, demânderesse, vs R.-M.
DUROCHER, autrefois de Côteau Rouge, Lon-
gueuil, dans le district de Montréal, et présente-
ment du village de L'Assomption, dans le dis-
trict de Joliette, défendeur.

Un emplacement situé dans la paroisse de L'Assomption, contenant approximativement en superficie trois arpents et un tiers, de forme irrégulière, faisant partie d'immeubles connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de L'Assomption, sous les numéros quatre cent quatre vingt-un, quatre cent quatre vingt six et quatre cent quatre-vingt-sept (Nos 481, 486 et 487) formé:

1° Du résidu du lot numéro quatre cent quatre-vingt-six (N° 486p) des dits plan et livre de renvoi, tenant devant au chemin public, où il a une largeur approximative de quatre cent quarante-trois pieds partant de la ligne de division du dit lot N° 486 d'avec le N° 487, à aller à un ponceau ou culvert sur le chemin public;

2° D'une partie du dit lot N° 487 des dits plan et livre de renvoi et d'une partie du dit lot N° 481; le dit emplacement borné en front par le chemin public, en arrière et du côté sud-ouest par partie du dit lot N° 487 appartenant à Antonio Beauchamp, partie par partie du dit lot N° 481 et partie par partie du dit lot N° 486 appartenant aussi au même propriétaire, avec maison et autres dépendances dessus construites; le tout tel qu'actuellement clôturé, les parties n'entendant faire plus ample désignation.

Pour être vendu à la porte de l'église de l'Assomption le DIX DÉCEMBRE 1947, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Joliette, le 4 novembre 1947.
[Première insertion, 8 novembre 1947]

Le Député-shérif,

ROLAND PERREAULT.

20565-45-2-0

JOLIETTE

Superior Court — Province of Quebec

District of Montreal, { THE COMMERCIAL ACCEP-
TANCE CORPORATION
No. 250368 { LIMITED, a body politic and cor-
porate, duly incorporated, having its head office
and principal place of business in the city and
district of Montreal, plaintiff; vs R. M. DU-
ROCHER, heretofore of Côteau Rouge, Lon-
gueuil, in the district of Montreal, and now of the
village of L'Assomption, in the district of Joliette
defendant.

An emplacement situate in the parish of L'Assomption, containing an approximate area of three arpents and one third, of irregular figure, forming part of the immovables known and designated on the official cadastral plan and in the book, of reference for the parish of L'Assomption, under numbers four hundred and eighty-one, four hundred and eighty-six and four hundred and eighty-seven (Nos: 481, 486 and 487), composed of:

1. The residue of lot number four hundred and eighty six (No. 486p) of said plan and book of reference, bounded in front by the public road, where its width is approximately four hundred and forty-three feet, starting from the line which divides said lot No. 486 from No. 487, and running as far as a "ponceau" or culvert on the public road;

2. A part of said lot No. 487 of said plan and book of reference and a part of said lot No. 481; said emplacement bounded in front by the public road, in rear and on the southwest side by a part of said lot No. 487 belonging to Antonio Beauchamp, partly by a part of said lot No. 481 and partly by a part of said lot No. 486 belonging also to the same proprietor — with house and other dependencies thereon erected, as the whole is presently fenced in, the parties agreeing to giving no further description.

To be sold at the church door of L'Assomption on the TENTH of DECEMBER, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Joliette, November 4, 1947.
[First insertion, November 8, 1947]

ROLAND PERREAULT,

Deputy Sheriff.

20565-45-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada, province de Québec
Cour du Magistrat

District de Rimouski & Gaspé N° 17572
PIERRE MADORE,
Garagiste, de la ville de Rimouski, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale le "Garage Madore Enrg. demandeur. vs MAURICE CORMIER, CHARLES CHARRON & DONALD STRANKAY, tous trois faisant affaires comme garagiste à Ste-Anne-des-Monts, sous lse nom et raison sociale de "Garage Vendome" district de Rimouski & Gaspé, défendeurs.

Un terrain ou emplacement de forme irrégulière, sis et situé au premier rang de la contenance de 178 pieds de largeur à la ligne Sud et 273 pieds à la ligne Nord, sur toute la profondeur s'étendant du chemin Royal au fleuve St-Laurent, connu comme faisant partie du lot N° 6 du cadastre officiel du Canton Cap-Chat, 1er rang, borné au Nord par le fleuve St-Laurent, vers l'est par le résidu du lot No 6, vers le Sud par le chemin Royal et vers l'ouest par le N° 7, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Anne des Monts, le HUIT JANVIER 1948 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du shérif, CHARLES GARON.
Rimouski, 25 novembre 1947. 20732-48-2-0
[Première insertion, 29 novembre 1947]

TERREBONNE

Canada, province de Québec
Cour Supérieure

District de Montréal, N° 1144-A } **LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC,** demandeur, vs **RODOLPHE ÉMARD DE Lac des Seize Iles** district de Terrebonne, défendeur.

Un certain morceau de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi du canton de Wentworth, comme étant le lot vingt-six dans le huitième rang, et la partie sud-est du lot vingt-sept dans le neuvième rang (26 R. VIII & Pt 27-IX) sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'Église Catholique de Lac des Seize Iles MARDI le TRENTE DECEMBRE 1947 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, le 20 novembre 1947, 20733-48-2-0
[Première insertion, 29 novembre 1947]

Département de l'Agriculture
Industrie laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 27-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 26 novembre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jos. Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada, province of Québec
Magistrate's Court

District of Rimouski & Gaspé N° 17572
PIERRE MADORE,
garage-keeper, of the town of Rimouski, and there carrying on business under the firm name and style of "Garage Madore Enrg, plaintiff; vs MAURICE CORMIER, CHARLES CHARRON & DONALD STRANKAY, all three carrying on business as garage-keepers at Ste-Anne-des-Monts, under the firm name and style of "Garage Vendome" district of Rimouski & Gaspé, defendants.

A lot of land or emplacement of irregular figure, being and situate in the first range measuring 178 feet in width in the south line and 273 feet in the north line, by the whole of the depth extending from the King's highway to the River St. Lawrence, known as forming part of lot N° 6 of the official cadastre for the township of Cap Chat, 1st range, bounded on the north by the River St. Lawrence, on the east by the residue of lot No. 6, on the south by the King's highway, and on the west by No. 7 — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Ste-Anne-des-Monts, on the EIGHTH of JANUARY, 1948 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, November 25, 1947. 20732-48-2
(First insertion, November 29, 1947)

TERREBONNE

Canada, province of Quebec
Superior Court

District of Montréal, No. 1144-Q } **THE ATTORNEY GENERAL OF THE PROVINCE OF QUEBEC,** plaintiff vs **RODOLPHE ÉMARD OF Lac des Seize Iles** district of Terrebonne, defendant.

A certain piece of land known and designated on the plan and book of reference for Wentworth township as being lot number twenty-six in the eighth range, and the south-east part of lot number twenty-seven in the ninth range (26-RVIII & Pt S.E. 27-IX) without buildings.

To be sold at the Catholic Church door of Lac des Seize Iles on DECEMBER 30th 1947 at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, November 20th 1947. 20733-48-2-0
(First insertion, November 29, 1947)

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 27-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 26th, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs Dr. Emile Nadeau, President, Jos. Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région du Lac St-Jean.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Lake St. John.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région du Lac St-Jean.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Lake St. John.

2° La région du Lac-Saint-Jean comprend la cité de Chicoutimi, la municipalité du village de Rivière-du-Moulin, les villes de Jonquière et de Kénogami, la cité d'Arvida, les municipalités de villes de Bagotville et de Port-Alfred, la municipalité du village de St-Alexis-de-la-Grande-Baie, les municipalités de villes de St-Joseph d'Alma, de Riverbend et d'Ile Maligne, la cité de Roberval, la municipalité de la ville de Dolbeau, la municipalité du village de Dolbeau et celle du village de Mistassini et de Ste-Anne de Chicoutimi.

2. The region of Lake St. John includes the city of Chicoutimi, the village municipality of Rivière-du-Moulin, the towns of Jonquière and Kénogami, the city of Arvida, the town municipalities of Bagotville and Port Alfred, the village municipality of St. Alexis de la Grande Baie, the town municipalities of St. Joseph d'Alma, of Riverbend and of Ile Maligne, the city of Roberval, the town municipality of Dolbeau, the village municipality of Dolbeau and the village municipality of Mistassini and of Ste-Anne de Chicoutimi.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$3.90 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.90 net F.O.B. business place of said dealer.

Pour le lait acheté par un marchand de lait d'une beurrerie, d'une fromagerie ou d'un autre marchand de lait, le prix est fixé à \$3.90 le 100 livres F.A.B. la place d'affaires dudit fournisseur.

For milk bought by a milk dealer from a butter-factory, a cheese-factory or another milk dealer, the price is fixed at \$3.90 per 100 pounds F.O.B. business place of said supplier.

Lorsqu'une fabrique locale, c'est-à-dire une fromagerie, une beurrerie ou autre fabrique de produits laitiers, reçoit du lait des producteurs-fournisseurs pour le revendre à un marchand de lait, tel qu'indiqué ci-haut, le prix aux producteurs ne devra pas être moins de \$3.90 du 100 livres de lait acheté, moins 15% de ce prix.

When a local factory, i.e. a cheese-factory, a butter-factory or any other dairy products factory, receives milk from producers-suppliers to be resold to a milk dealer, as above mentioned, the price to producers shall not be less than \$3.90 per 100 pounds of milk bought, less 15% of said price.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région du Lac St-Jean, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 sous la chopine et 16 sous la pinte.

4. Save the proviso of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of the region of Lake St-Jean offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents a pint and 16 cents a quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région du Lac St-Jean, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Lake St. John offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région du Lac St-Jean, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 58 sous le gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Lake St. John, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 58 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 27-46, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 1er décembre 1947.

The present order cancels Order No. 27-46, published in the *Quebec Official Gazette* dated October 5th, 1946, and shall come into force on December 1st, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOS. HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER MILOT.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president,
JOS. HÉBERT,
J.-P. BEAUCHEMIN,
OMER MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
20757A-o de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
20757A-o Commission.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 48

Index of the Quebec Official Gazette, No. 48

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

ORDERS IN COUNCIL:

1906, section "B" — Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec...	2899
1906, section "D" — Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal.....	2901

1906, part "B" — Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec...	2899
1906, part "D" — Building Trades Joint Committee of Montreal.....	2901

1907, section "A" — Métiers de boulanger et distributeur de pain dans la région des Trois-Rivières.	2900	1907, part "A" — Trades of baker and bread deliverer in the district of Trois-Rivières.	2900
1907, section "B" — Industrie du meuble dans la province de Québec.	2901	1907, part "B" — Furniture industry in the Province of Québec.	2901
1907, section "C" — Industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville.	2903	1907, part "C" — Construction industry in the city of St. John and the town of Iberville.	2903
1907, section "D" — Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal.	2902	1907, part "D" — Construction industry and trades in the district of Montreal.	2902
1907, section "E" — Commerce de l'alimentation au détail dans les cités de Québec et de Lévis et les villes de Québec-Ouest et Lauzon.	2902	1907, part "E" — Food products retail trade in the cities of Quebec and Levis and the towns of Quebec-West and Lauzon.	2902
1907, section "F" — Institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'est de la Province.	2901	1907, part "F" — Charitable institutions, hospitals and homes in the eastern district of the Province.	2901
AVIS AUX INTÉRESSÉS:	2879	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2879
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Canadian International Paper Company (Directeurs).	2894	Canadian International Paper Company (Directors).	2894
Chicoutimi, canton de (Tirage d'obligations).	2898	Chicoutimi, canton de (Drawing of bonds).	2898
Chicoutimi, cité de (Rachat d'obligations).	2899	Chicoutimi, city of (Redemption of bonds).	2899
Dubonnet Inc. (Directeurs).	2895	Dubonnet Inc. (Directors).	2895
Fédération Nationale du Meuble Inc.—The National Furniture Federation Inc. (Nom changé).	2898	Fédération Nationale du Meuble Inc.—The National Furniture Federation Inc. (Name changed).	2898
George Courey & Sons, Limited (Directeurs).	2895	George Courey & Sons, Limited (Directors).	2895
Houde, Laroche & Cie Ltée (Directeurs).	2897	Houde, Laroche & Cie Ltée (Directors).	2897
Kent House Hotel Limited (Directeurs).	2899	Kent House Hotel Limited (Directors).	2899
La Caisse Populaire Desjardins de St-Paul-d'Abbotsford (Fondation).	2896	La Caisse Populaire Desjardins de St-Paul-d'Abbotsford (Foundation).	2896
Les Industries Valox Limitée — The Valox Industries Limited (Directeurs).	2896	Les Industries Valox Limitée — The Valox Industries Limited (Directors).	2896
Les Stations de Québec Inc. (Distribution de l'actif).	2897	Les Stations de Québec Inc. (Distribution of the assets).	2897
Sillery, cité de (Rachat d'obligations).	2897	Sillery, city of (Redemption of bonds).	2897
St-Benoît-Joseph-Labre, village de (Tirage d'obligations).	2898	St-Benoît-Joseph-Labre, village of (Drawing of bonds).	2898
The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée (Directeurs).	2896	The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée (Directors).	2896
The Shawinigan Water & Power Company (Construction d'un hydro-électrique).	2894	The Shawinigan Water & Power Company (Construction of a Hydro-Electric).	2894
Thetford Industrial Clinic Inc. (Règlements).	2896	Thetford Industrial Clinic Inc. (By-Laws).	2896
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:		BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:	
Concernant les bills qui seront présentés pendant la prochaine session.	2904	Relating to private bills to be introduced during the coming session.	2904
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Club des Amis Choisis de Magog Limitée	2904	Club des Amis Choisis de Magog Limitée	2904
Desparts Limitée	2905	Desparts Limitée	2905
Godfrey Realty Corporation.	2904	Godfrey Realty Corporation.	2904
La Compagnie Générale d'Entreprises Auxibel.	2906	La Compagnie Générale d'Entreprises Auxibel.	2906
Laurentian Heights Development Company Limited.	2905	Laurentian Heights Development Company Limited.	2905
Marshall & Kynman Limited	2905	Marshall & Kynman Limited	2905
Masson Limited — Masson Limitée.	2904	Masson Limited — Masson Limitée.	2904
Osborne Improvement Company Limited	2905	Osborne Improvement Company Limited	2905
Plastocraft Inc.	2905	Plastocraft Inc.	2905
Rouyn-Noranda Building Corporation Limited.	2904	Rouyn-Noranda Building Corporation Limited.	2904

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES
AFFAIRES:

Burtho Gold Mines Limited. 2906

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Corporation de Ste-Angèle-de-Monnoir 2909
Dominion Alkali & Chemical Company
Limited 2907
Guaranty Trust Company of Canada. . 2907
Hull, cité de 2909
Larocque, Lucien *et vir* 2906
Les Sœurs de l'Espérance 2908
Succession Hon. Joseph Masson 2908

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Dissolution des cercles agricoles dans le
comté de Laviolette. 2909

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

Ordonnance N° 75-48 — Mégantic. . . . 2910
Ordonnance N° 27-48 — Lac St-Jean. . . 2933

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Deshaies, munic. scolaire de. 2910
Notre-Dame-de-Lorette, munic. scolai-
re de 2911
Ste-Gertrude-Pontiac, munic. scolaire
de 2911
St-Raymond, munic. scolaire de la pa-
roisse de. 2911
Syndics des écoles dissidentes d'Amos. 2911

TERRES ET FORETS:

Beauport, paroisse de. 2912
Buckingham, canton de. 2912
Rouyn, canton de. 2911
St-Antoine-de-Longueuil, paroisse de. . 2912

TRAVAIL:

Arrêté en conseil N° 1884 — Industrie
de la fabrication des boîtes de carton
dans la Province (Erratum). 2912
Comité conjoint de l'industrie des wa-
gons à voyageurs et à marchandises
(Approbation de règlements) 2913
Comité conjoint des tanneries et cor-
roieries de la province de Québec
(Modifications). 2913
Comité paritaire de l'industrie de la
chaussure (Prélèvement). 2918
Comité paritaire de l'industrie de l'auto-
mobile, district de Québec (Prélè-
vement) 2920
Industrie de la chaussure dans la pro-
vince de Québec (Modification). 2917
Industrie de la construction dans la cité
de St-Jean et la ville d'Iberville (Mo-
dification) 2914
Métiers du bâtiment dans les comtés de
Hull, Papineau, Gatineau, Pontiac,
Labelle et Témiscamingue (Modifi-
cation) 2913

TRÉSOR:

Assurances:

Gugliesonana Mutual Benefit Associa-
tion. 2921

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Burtho Gold Mines Limited. 2906

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Corporation of Ste. Angèle de Monnoir. 2909
Dominion Alkali & Chemical Company
Limited 2907
Guaranty Trust Company of Canada. . 2907
Hull, city of. 2909
Larocque, Lucien *et vir* 2906
Les Sœurs de l'Espérance. 2908
Estate of Hon. Joseph Masson. 2908

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dissolution of farmers' clubs in the
county of Laviolette. 2909

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 75-48 — Megantic. 2910
Order No. 27-48 — Lake St. John. . . . 2933

EDUCATION:

Deshaies, school munic. of 2910
Notre-Dame-de-Lorette, school munic.
of. 2911
Ste-Gertrude-de-Pontiac, school munic.
of. 2911
St-Raymond, school munic. of the pa-
rish of. 2911
Trustees of the dissentient schools of
Amos. 2911

LANDS AND FORESTS:

Beauport, parish of 2912
Buckingham, township of. 2912
Rouyn, township of. 2911
St-Antoine-de-Longueuil, parish of. . . . 2912

LABOUR:

Order in Council No. 1884 — Manufac-
turing of paper boxes in the Province
(Erratum) 2912
Joint Committee of the Passenger and
Freight Car Industry (Approval of
by-laws). 2913
Tanners and Curriers Joint Committee
of the Province of Quebec (Amend-
ment) 2913
Joint Committee of the Shoe Industry
(Levy) 2918
Parity Committee of the Automobile
Industry, District of Quebec (Levy). 2920
Shoe industry in the Province of Quebec
(Amendment) 2917
Construction industry in the city of
St. John and the town of Iberville
(Amendment) 2914
Building trades in the counties of Hull,
Papineau, Gatineau, Pontiac, La-
belle and Temiscamingue (Amend-
ment) 2913

TRÉASURY:

Insurance:

Gugliesonana Mutual Benefit Associa-
tion. 2921

GREFFES DE NOTAIRES:

Beaudry, Alfred, en faveur de 2922
 Brunet, Roch..... 2922

NOTARIAL RECORDS:

Beaudry, Alfred, in favour of. 2922
 Brunet, Roch..... 2922

LETTRES PATENTES:

Angel Bra (Canada) Ltd. 2880
 Anglo-Canadian Fur Co. 2881
 Autobus Beauce-Frontenac Ltée. 2881
 Blue Toppers Resort, Inc. 2881
 Bo-Mar Neckwear Inc. 2882
 Canadian Cobalt and Metals Co. Ltd. 2882
 Cardy-Alpine, Incorporated. 2883
 Duceppe & Frère Limitée. 2883
 Fédération Otejiste du Diocèse de Joliette. 2884
 Ferme Docteur Viau Limitée. 2884
 Galvanor Ltée. 2884
 Hôtel George VI, Limitée. 2885
 Institut du Cancer de Montréal—
 Montreal Cancer Institute 2885
 J. A. Viau Automobile Limitée — J. A.
 Viau Motors & Sales Limited 2886
 J. A. Viau Limitée — J. A. Viau Li-
 mited 2888
 J. Edmond Boily Limitée. 2887
 La Caisse Ecclésiastique de Joliette... 2887
 Les Villages Etudiants Nationaux. 2887
 L'Oeuvre des Terrains de Jeux Saint
 Jean Bosco (O.T.J. de Joliette).... 2888
 Lord's Athletic & Sporting Goods Com-
 pany Ltd 2888
 Malibu Fabrics of Canada Ltd. 2888
 Mayfair Shoe Salon Inc. 2889
 Miracle Tread Shoe Ltd. 2889
 Mistassini, ville de. 2922
 Mount Royal Lingerie Inc. 2889
 Nosmas Inc. 2890
 Nu-Way Lambskin Processors Limited
 P. Bonin & Fils Inc. 2891
 P. E. Panneton Inc. 2891
 Perfect Children's Wear Limited. 2892
 T. E. LaRocque Diamond Drilling Com-
 pany Limited 2892
 The Steel Auto Body Co. 2892
 Trans-Island Taxi Service Ltd. 2893
 Transit Sales & Agencies Corporation
 Limited 2893
 Zanzibar Steak House Inc. 2894

LETTERS PATENT:

Angel Bra (Canada) Ltd. 2880
 Anglo-Canadian Fur Co. 2881
 Autobus Beauce-Frontenac Ltée. 2881
 Blue Toppers Resort, Inc. 2881
 Bo-Mar Neckwear Inc. 2882
 Canadian Cobalt and Metals Co. Ltd. 2882
 Cardy-Alpine, Incorporated. 2883
 Duceppe & Frère Limiète. 2883
 Fédération Otejiste du Diocèse de Jo-
 liette. 2884
 Ferme Docteur Viau Limitée. 2884
 Galvanor Ltée. 2884
 Hôtel George VI, Limitée. 2885
 Institut du Cancer de Montréal—
 Montreal Cancer Institute 2885
 J. A. Viau Automobile Limitée — J. A.
 Viau Motors & Sales Limited 2886
 J. A. Viau Limitée — J. A. Viau Li-
 mited 2886
 J. Edmond Boily Limitée. 2887
 La Caisse Ecclésiastique de Joliette... 2887
 Les Villages Etudiants Nationaux. 2887
 L'Oeuvre des Terrains de Jeux Saint
 Jean Bosco (O.T.J. de Joliette).... 2888
 Lord's Athletic & Sporting Goods Com-
 pany Ltd. 2888
 Malibu Fabrics of Canada Ltd. 2888
 Mayfair Shoe Salon Inc. 2889
 Miracle Tread Shoe Ltd 2889
 Mistassini, town of. 2922
 Mount Royal Lingerie Inc. 2889
 Nosmas Inc. 2890
 Nu-Way Lambskin Processors Limited
 P. Bonin & Fils Inc. 2891
 P. E. Panneton Inc. 2891
 Perfect Children's Wear Limited. 2892
 T. E. LaRocque Diamond Drilling Com-
 pany Limited 2892
 The Steel Auto Body Co. 2892
 Trans-Island Taxi Service Ltd. 2893
 Transit Sales & Agencies Corporation
 Limited 2893
 Zanzibar Steak House Inc. 2894

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Sociale 2923

WINDING UP NOTICE:

La Sociale 2923

PROCLAMATIONS:

Convocation de la Législature pour l'ex-
 pédition des affaires. 2924
 Concernant la mise en vigueur du ca-
 dastre de la ville de Noranda (Subdi-
 vision d'une partie des blocs 3 et 63). 2925
 Concernant l'annexion d'un certain ter-
 ritoire de la municipalité de St-Geor-
 ges-Est à la paroisse de St-Philibert-
 de-Beauce 2924

PROCLAMATIONS:

Convocation of the Legislature for the
 dispatch of business 2924
 Concerning the coming into force of the
 cadastre of the town of Noranda (Sub-
 division of part of blocks 3 and 63)... 2925
 Concerning the annexation of a certain
 territory of the municipality of St.
 Georges-Est to the parish of St-
 Philibert-de-Beauce 2924

SIÈGES SOCIAUX:

Boston Molasses Company. 2927
 Kent House Hotel Limited. 2926
 Nemrod Mining Co. Ltd. 2927

HEAD OFFICES:

Boston Molasses Company. 2927
 Kent House Hotel Limited. 2926
 Nemrod Mining Co. Ltd. 2927

SOUMISSIONS:

Coaticook, ville de. 2928
 Commissaires l'écoles de la ville Ste-
 Agathe-des-Monts. 2927

TENDERS:

Coaticook, town of. 2928
 School Commissioners of the town of
 Ste-Agathe-des-Monts. 2927

Commissaires d'écoles protestantes de Howick.	2929	Protestant School Commissioners of Howick.	2929
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Deschamps, René.	2930	Deschamps, René.	2930
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Sherbrooke, cité de.	2931	Sherbrooke, city of.	2931
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEDFORD:		BEDFORD:	
Lamarche vs Gladu <i>et vir</i>	2931	Lamarche vs Gladu <i>et vir</i>	2931
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
The Commercial Acceptance Corpora- tion Limited vs Durocher.	2832	The Commercial Acceptance Corpora- tion Limited vs Durocher.	2832
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Madore vs Cormier <i>et al.</i>	2833	Madore vs Cormier <i>et al.</i>	2833
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Le Procureur général de la province de Québec vs Emar.	2833	The Attorney General of the Province of Quebec vs Emar.	2833
20757-o		20757-o	